RAPPORT DES IDE 2015

ET PERSPECTIVES 2016



NEW TUNISIA
NEW OPPORTUNITIES

ACRONYMES & ABREVIATIONS

EE	:	Entreprises étrangères
E. tot.	:	Emplois totaux
FIPA	:	Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur
IDE	:	Investissements directs étrangers
ITH	:	Industries du textile et de l'habillement
IMMM	:	Industries mécaniques, métalliques et métallurgiques
IMCCV	:	Industries des matériaux de construction, céramiques et verres
IEE	:	Industries électriques et électroniques
IAA	:	Industries agro-alimentaires
IP	:	Industries de la plasturgie
IPH	:	Industries pharmaceutiques
ICC	:	Industries du cuir et de la chaussure
ICHC	:	Industries chimiques et caoutchouc
Inv.	:	Investissements
Nbre	:	Nombre
MTND	:	Millions de dinars tunisiens
PARTIEL EXP	:	Partiellement exportatrice
TOT. EXPORT	:	Totalement exportatrice
TX D'AC	:	Taux d'accroissement
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
Prj	:	Projet
Emp	:	Emploi
BCT	:	Banque Centrale de Tunisie
MIEM	:	Ministère de l'industrie des énergies et des mines
BVMT	:	Bourse des valeurs mobilières de Tunis
APII	:	Agence de promotion de l'investissement et de l'innovation
APIA	:	Agence de promotion des investissements agricoles
ONTT	:	Office national du tourisme Tunisien

DEFINITIONS

IDE	Investissements directs étrangers réalisés au cours d'une période donnée.
Nbre projets de créations	Nombre d'entreprises qui ont réalisé des IDE relatifs à leurs projets de créations d'entreprises. Dans la répartition par nationalité, un projet est calculé autant de fois qu'il y a de nationalités participantes.
Nbre Projets d'extensions	Nombre d'entreprises qui ont réalisé des IDE relatifs à leurs projets d'extensions d'entreprises. Dans la répartition par nationalité, un projet est calculé autant de fois qu'il y a de nationalités participantes.
Emplois	Nombre d'emplois générés suite aux opérations d'investissements. Dans la répartition par nationalité, les emplois générés par un projet sont comptés autant de fois qu'il n'y a de nationalités participantes.

Méthodologie

Les investissements se divisent en deux catégories à savoir la création et l'extension. Ci-dessous une brève description de ces deux catégories.

Investissement de création

Les investissements de création correspondent à des investissements relatifs à la création d'une nouvelle entreprise donc à des investissements entièrement nouveaux. Cependant, ils peuvent être relatifs à un projet qui a débuté la réalisation de son investissement avant ou pendant la période de référence mais qui poursuit sa réalisation d'investissement pendant cette période.
Un projet de création peut entrer en production pendant la période de référence tout en poursuivant la réalisation de son investissement après cette période.

Investissement d'extension

Les investissements d'extension sont des investissements supplémentaires visant à développer une activité existante. Ces investissements peuvent être réalisés sur plusieurs tranches (opérations d'extensions) et peuvent faire l'objet ou non d'une déclaration. Les importations d'équipements sont considérées comme étant des projets d'extension.
Un projet d'extension (à l'exception des opérations d'importation d'équipements) peut entrer en production pendant la période de référence tout en poursuivant la réalisation de son investissement après cette période.

AVANT-PROPOS

Le présent document constitue un document de travail axé essentiellement sur les données statistiques relatives aux investissements étrangers, principalement les investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie ainsi que les entreprises étrangères ou à participation étrangère implantées dans le pays au cours de l'année 2015.

Il est élaboré annuellement par l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur « FIPA-Tunisia ».

Il est à souligner que les informations ont été recueillies auprès de plusieurs institutions nationales, en l'occurrence : la BCT, BVMT, APII, APIA, ONTT, la DOUANE et les enquêtes spéciales réalisées par les services de FIPA-Tunisia.

Ces informations sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement des enquêtes réalisées par les structures concernées.

Contenu

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN TUNISIE : BILAN 2015 ET PERSPECTIVES 2016 7

-1 BILAN ECONOMIQUE 2015 7
2- PERSPECTIVES EN 2016 9

LES IDE EN 2015 ET LES PERSPECTIVES 2016 A L'ECHELLE INTERNATIONALE 11

-1 ETAT DES IDE DANS LE MONDE EN 2015 11
-2 ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU MONDIAL 13
-3 ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU EUROPEEN 14
4- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU D'AMERIQUE DU NORD 15
-5 ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU DE LA REGION MENA 16
-6 ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU DE L'ASIE 16
-7 ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE 18
8- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2016 : AU NIVEAU DE L'AMERIQUE LATINE 18

L'INVESTISSEMENT ETRANGER : ANALYSE DES FLUX 2015 20

1- L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER 21
- *Analyse sectorielle du flux des IDE 21*
- *Analyse par région du flux des IDE 23*
- *Analyse par pays d'origine du flux des IDE 27*

STOCK DES IDE A FIN 2015 28

1- LES INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES 28
- *Les matériaux de construction 28*
- *Les industries électriques & électroniques 29*
- *Le textile et habillement 30*
- *Les industries mécaniques, métalliques et métallurgiques 30*
- *Les industries de la chimie et du caoutchouc 31*
- *Les industries agro-alimentaires 31*
- *La plasturgie 32*
- *Les industries pharmaceutiques 32*
- *Les industries du cuir et chaussure 32*

2- LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE 33
3- LES INVESTISSEMENTS DANS LES SERVICES 33
4- LES INVESTISSEMENTS DANS LE TOURISME 34

ANNEXE 1 35

FLUX DES IDE AU COURS DE 2015 35

ANNEXE 2 44

STOCK DES IDE A LA FIN DE 2015 44

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN TUNISIE : BILAN 2015 ET PERSPECTIVES 2016

En dépit d'un environnement international favorable, l'économie tunisienne a subi, en 2015, les lourdes répercussions des trois attentats qui ont frappé le pays en 2015. La dégradation de l'environnement sécuritaire a affecté la confiance des ménages et des entreprises alors même que l'activité aurait dû bénéficier du faible prix des énergies et de la timide reprise en Europe.

Outre le secteur du tourisme, dont l'importance n'est pas à négliger dans l'économie tunisienne (7 % du PIB et 15 % de la population active occupée), et qui a été durement touché, le pays fait face depuis début 2015 à une multiplication des grèves dans l'industrie qui ont entrainé des coupures de production. La valeur ajoutée des branches industrielles a enregistré une diminution. La reprise de la demande européenne qui reste le principal partenaire commercial de la Tunisie laisserait entrevoir une amélioration des perspectives du secteur industriel en 2016. Elle resterait cependant conditionnée à un apaisement du climat social induit par une reprise du dialogue entre les syndicats, les entreprises et les pouvoirs publics.

1- Bilan économique 2015

Alors que durant la décennie précédente, la Tunisie affichait une croissance annuelle moyenne d'environ 5%, l'économie a fortement ralenti depuis les bouleversements politiques, économiques et géopolitiques qui touchent le pays depuis 2011.
En 2015, la croissance est estimée à 0,8% et l'agriculture est le seul secteur à avoir soutenu la croissance économique. Pour 2016, la Tunisie table sur un taux de croissance d'environ 2%.
Autant dire que multiples sont les analyses de la situation tunisienne qui présentent unanimement une même caractéristique : les performances économiques en Tunisie, pour 2015, demeurent en deçà des espérances.
Toutefois, malgré la croissance du PIB presque nulle, l'Etat a maîtrisé le déficit budgétaire mais le déficit extérieur reste préoccupant.

- La **croissance du PIB** tunisien a été de 0,8% en 2015, soit le taux le plus faible réalisé depuis 2011. Cette situation découle des actes terroristes qui ont touché

les activités liées au tourisme, ainsi que certaines activités industrielles non résidentes. Seule la bonne saison agricole a permis d'éviter un taux négatif.

- L'**indice général de la production industrielle** a poursuivi son repli à un rythme plus accentué, durant les 9 premiers mois de l'année 2015, soit -1,7% contre -1,2% durant la même période une année auparavant, sous l'effet notamment de la détérioration de la production minière et de la poursuite du fléchissement de la production énergétique, parallèlement à une stagnation de la production des industries manufacturières.

- L'évolution des **échanges commerciaux** de la Tunisie a été fortement impactée aussi bien avant la Révolution par des effets de la conjoncture internationale que par des effets de la conjoncture nationale après la révolution.
  En effet, les tensions sociales dans le secteur off-shore ont contribué à la baisse des exportations des secteurs des THC & IME. Parallèlement, la Tunisie a connu la poursuite de la baisse de la production nationale des hydrocarbures (-9% pour le pétrole brut et -3% pour le gaz naturel), ce qui s'est traduit par la baisse du volume des exportations. De l'autre côté, la production record d'huile d'olive a permis d'atténuer partiellement les effets des autres évènements négatifs grâce à des exportations exceptionnelles.
  La conjoncture mondiale a, quant à elle, été principalement marquée par la dégringolade des prix internationaux des hydrocarbures, contribuant à la réduction de la facture des importations énergétiques, mais également à la baisse des exportations de ces produits. Les prix internationaux en USD des produits alimentaires de base et des matières premières ont également baissé (blé dur, blé tendre, sucre, coton…) permettant d'atténuer les dépenses d'importation de ces produits pour lesquels la Tunisie est un importateur net.

- Le **déficit extérieur courant**, qui est le solde des paiements extérieurs courants, a atteint 7,6 milliards de dinars en 2015 soit 8,7% du PIB. Ce déficit est considéré comme très élevé car il doit être financé par le recours à l'extérieur sous forme d'emprunts extérieurs nets et d'apports d'investissements directs étrangers. Or les IDE réalisés, bien qu'ils aient connu une croissance, sont limités à 2,7% du PIB. Ce qui laisse un besoin d'endettement extérieur net de 6% du PIB.
  De ce fait, la dette extérieure augmente à un rythme supérieur à celui du PIB, entraînant une augmentation du taux d'endettement défini par le rapport entre la dette extérieure et le PIB.

- Le **déficit public**, mesuré par le déficit du budget de l'Etat, est par contre de plus en plus maîtrisé. Après avoir atteint près de 7% du PIB en 2013, il est revenu à 4,5% en 2015 et il est prévu de le ramener à 3,9% du PIB en 2016. Les engagements pris avec les institutions financières internationales ont pesé pour éviter un emballement du déficit public qui nécessiterait un financement accru des autorités monétaires et constituerait une source importante d'inflation.

- **L'inflation** a été relativement maîtrisée : après avoir dépassé 5% depuis 2012, elle a baissé en dessous de ce seuil au cours du deuxième semestre de 2015.
  Quant à l'inflation moyenne, elle s'est établie en 2015 au même niveau enregistré une année auparavant, soit 4,9%. Le taux d'inflation des produits alimentaires et celui des produits manufacturés ont connu une décélération de leur rythme de progression pour atteindre, en moyenne, 5,2% et 4,8%, respectivement, alors que l'évolution des prix des services a connu une certaine accélération en 2015, passant de 4,2% à 4,6%, d'une année à l'autre.

2- Perspectives en 2016

- S'agissant de l'année 2016, les prévisions de la Banque Centrale de Tunisie tablent sur une reprise économique modeste avec un taux de croissance de 2%. Cette performance semble insuffisante pour faire face aux défis majeurs pour l'économie tunisienne, notamment en matière de création d'emploi. Il y a lieu de signaler que le taux de chômage a atteint, au cours du troisième trimestre de 2015, 15,3% correspondant à 612,1 mille chômeurs dont 242 mille de diplômés de l'enseignement supérieur.

  Pour sa part, la Banque Mondiale avance que la croissance économique de la Tunisie devrait enregistrer une hausse conséquente en 2016 et 2017. Selon elle, la croissance économique de la Tunisie progressera à 2,5% en 2016, 3,3% en 2017 et 4,9% en 2018, contre seulement 0,5% en 2015.
  Si la Tunisie a connu une faible croissance en 2015, cela est dû à la fois à "des problèmes de sécurité" et à "la faible croissance du crédit liée au retard dans la recapitalisation des banques publiques en difficulté", explique le rapport de la Banque Mondiale.
  Le rebond à 2,5% de croissance en 2016 pour la Tunisie reste tout de même soumis à "un meilleur environnement sécuritaire et à une progression des réformes".
  Cependant, selon la Banque Mondiale, le regain de croissance prévu pour 2016 sera possible à travers des exportations vers les pays de la zone, vu "les liens commerciaux profonds" unissant la Tunisie et ces pays.

- La prise de retard au niveau de la réforme fiscale pourrait cependant être problématique. Selon la Banque Mondiale, les ajustements fiscaux et principalement la réduction des subventions énergétiques ont pris du retard. Cependant "le bas prix du pétrole pourra être utilisé pour faire avancer les réformes fiscales" conseille l'institution internationale.

- De son côté, le plan de développement quinquennal 2016-2020, présenté en septembre 2015 et qui devrait être implémenté en 2016, fixe un ensemble de

mesures visant à accroître l'attractivité de la Tunisie et à favoriser l'investissement en repli en 2015.

Les effets du plan pourraient cependant tarder à se faire ressentir. Du côté de la demande, le lancement de chantiers d'infrastructures routières financés conjointement avec des bailleurs de fonds internationaux soutiendra l'activité.

La consommation des ménages pourrait se montrer plus dynamique en 2016 suite à une baisse de la taxe à la consommation de biens spécifiques (qui se superpose à la TVA) et à une augmentation du salaire des fonctionnaires. Cet effort de relance budgétaire serait néanmoins freiné par le relèvement de la TVA et par l'augmentation du taux de chômage. Les pressions inflationnistes devraient faiblir en 2016, permettant ainsi à la banque centrale de poursuivre sa politique accommodante débutée en octobre 2015.

- Enfin, nombreux sont les analystes qui insistent sur le fait que les réformes économiques restantes doivent être impérativement accélérées, et celles adoptées doivent être mises en application. En effet, à côté du régime de change, d'autres réformes économiques sont nécessaires pour relancer l'activité économique et favoriser les exportations de biens et de services, meilleur outil pour défendre la valeur de la monnaie locale. La réforme fiscale est en cours, mais il est préconisé d'accélérer la baisse des impôts sur les sociétés, et les compenser, si nécessaire, par une augmentation de l'impôt sur les dividendes.

  Parallèlement, il est fortement conseillé d'accélérer l'adoption du nouveau code des investissements pour réduire les autorisations nécessaires pour l'investissement, en particulier étranger.

  Par ailleurs, certaines réformes ont été récemment adoptées comme la loi sur le partenariat public-privé, dont il faudrait préparer les textes d'application pour la mettre en vigueur dans les meilleurs délais.

LES IDE EN 2015 ET LES PERSPECTIVES 2016 A L'ECHELLE INTERNATIONALE

L'année 2014 a été essentiellement marquée par une croissance de l'économie mondiale mais à un rythme modéré et inégale et, à l'avis des experts, ceci est dû aux effets prolongés de la crise financière mondiale encore aux prises à des ajustements inachevés. La reprise mondiale a également été entravée par de nouveaux défis, y compris un certain nombre de chocs imprévus, tels que les conflits géopolitiques dans différentes régions du monde.

Cette croissance mondiale, plus faible que prévue, ne s'est que légèrement accélérée en fin d'année pour atteindre un taux de 2,6 % contre 2,5 % en 2013 et des divergences de plus en plus marquées au sein des grandes économies subsistent. Alors que l'activité gagnait de la vitesse aux États-Unis et au Royaume-Uni, parallèlement à l'assainissement du marché du travail et à la poursuite de politiques monétaires extrêmement accommodantes, la reprise piétinait dans la Zone Euro et au Japon en raison des effets persistants de la crise financière conjugués aux blocages structurels rencontrés. Pour sa part, la Chine traverse une phase de ralentissement méticuleusement gérée.
Par ailleurs, les taux de croissance insatisfaisants observés dans les pays en développement, en 2014, sont essentiellement dus à la faiblesse de la demande extérieure, mais aussi au durcissement des politiques intérieures, au climat d'incertitude politique et aux limites imposées par l'offre.
En effet, les risques géopolitiques, les conflits régionaux (zone MENA, Russie-Ukraine), ont une incidence directe et/ou indirecte sur les économies des pays, la volatilité des marchés financiers, les perturbations des échanges extérieurs, la politique monétaire…

1- Etat des IDE dans le monde en 2015

Selon une publication[1] réalisée par la *Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement* (CNUCED) en janvier 2016, les flux mondiaux de l'investissement direct étranger (IDE) ont cru, au cours de l'année 2015, de 36 % pour atteindre un montant estimé à 1 700 milliards USD.
Cet accroissement est en grande partie dû aux fusions et acquisitions (F&A) transfrontalières, avec seulement une contribution limitée des projets d'investissement *greenfield*[2] dans des secteurs productifs. En outre, une partie des flux d'IDE était liée à des reconfigurations d'entreprises impliquant d'importantes valeurs dans les comptes financiers et, partant, de la balance des paiements.

[1] *Global Investment Trends Monitor n°22*, CNUCED, Janvier 2016
[2] Un investissement *greenfield* est une forme d'IDE qui se produit lorsqu'une société transnationale s'installe dans un pays pour construire de nouvelles usines.

Pour ce qui est des flux d'IDE vers les économies en développement, ils ont atteint, en 2015, un nouveau sommet de l'ordre de 741 milliards USD, soit 5% de plus qu'en 2014.

Au niveau mondial, les économies développées ont été le principal moteur de la reprise des investissements en 2015. Ils ont notamment quadruplé aux États-Unis (à 384 milliards USD), après une année 2014 particulièrement difficile durant laquelle la fédération américaine était tombée exceptionnellement au 3ème rang des économies les plus attractives pour les IDE, derrière la République populaire de Chine et la Région administrative spéciale de Hong Kong.
La France, profitant de la croissance globale des investissements européens, est dixième avec des IDE entrants de 44 milliards USD en 2015, contre 15 milliards USD en 2014, derrière le Brésil (56 milliards), l'Inde (59 milliards) ou Singapour (65 milliards).

L'Asie en développement, avec ses flux d'IDE dépassant un demi-milliard USD, demeure la région les plus importante en termes de flux d'IDE reçus dans le monde, représentant un tiers des flux internationaux.
Pour les flux à destination d'Afrique et d'Amérique latine & Caraïbes (à l'exclusion des centres financiers offshore), ils sont considérés comme fluctuants reflétant la chute des prix de leurs principales exportations de produits de base.

En ce qui concerne les économies en transition, la situation géopolitique en cours et la confiance réduite envers ces marchés conduisent à une nouvelle baisse des flux d'IDE de 54%, pour atteindre un montant estimé à 22 milliards USD. Par contre, les flux d'IDE vers le Sud-Est européen a augmenté de 3%.
Pour ce qui est de la Fédération de Russie, l'effondrement des prix des produits internationaux a fortement pesé sur ses flux d'IDE qui ont diminué de 92%. Cependant, les investisseurs étrangers continuent d'y investir dans le secteur primaire.

Les flux d'IDE vers l'Amérique Latine a chuté de nouveau en 2015 (-11%) atteignant 151 milliards USD. Ceci est essentiellement causé par le ralentissement de la demande intérieure et un important choc en termes d'échanges commerciaux provoqué par la chute des prix des matières premières. A titre d'exemple, les flux d'IDE au Brésil, principal bénéficiaire de la région, a chuté de 23%.

Après avoir échappé de justesse, en 2014, au marasme général enregistré dans les IDE, le continent africain a connu une année 2015 beaucoup plus sévère.
Les investissements directs étrangers ont reculé en Afrique à 38 milliards USD en 2015. En cause, le recul des investissements dans les matières premières.
En effet, l'Afrique a contribué négativement à la croissance générale des IDE mondiaux en 2015. Alors que le continent s'était maintenu au-dessus de 50 milliards de dollars d'IDE depuis trois ans, ces flux sont tombés à 38 milliards en 2015, en recul de

31,4%. Le recul enregistré sur le continent est dû en grande partie à une chute des flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne, alors qu'ils ont repris en Afrique du Nord.
L'Afrique centrale et l'Afrique australe connaissent la plus importante décélération : la fin du boom des matières premières a impacté les flux d'IDE vers ce segment.
Dans le détail, les flux entrants au Mozambique ont chuté de 21 %, de 27 % au Nigeria, particulièrement touché par la chute des prix du pétrole, et une importante dégringolade a été notée en Afrique du Sud, d'environ 74%.

Du point de vue analytique, l'année 2015 a été marquée par une reprise des fusions & acquisitions, qui ont atteint leur plus haut niveau depuis 2007. Les entreprises transnationales ont bénéficié de positions record en termes de trésorerie, ainsi que de conditions de liquidité mondiales exceptionnelles pour réaliser des acquisitions visant à stimuler la croissance de leurs chiffres d'affaires et réduire leurs coûts de production.

Les ventes nettes ont atteint 644 milliards USD, en hausse de 61% par rapport une année auparavant, stimulée par la rapidité des décisions dans le secteur manufacturier (+ 132%). En particulier, les ventes d'actifs liés à la fabrication de produits minéraux non métalliques, des équipements industriels et du matériel ainsi que les composants électriques ont fortement augmenté.
L'activité transactionnelle dans le secteur des services a, pour sa part, enregistré un ralentissement des ventes dans les services financiers, mais de fortes augmentations dans les activités immobilières et des services de transport. En revanche, les ventes dans le secteur extractif ont connu un glissement (-51%) dû à la chute des prix du pétrole qui a contribué à une importante baisse de la valeur totale des transactions dans le domaine du pétrole brut et les activités reliées au gaz naturel (-68%).

2- Eléments de prospectives 2016 : au niveau mondial

La CNUCED demeure pessimiste quant à une éventuelle hausse solide des IDE pour l'année 2016. L'institution internationale affirme que, sauf en cas d'une nouvelle vague de fusions & acquisitions, les flux d'IDE devraient diminuer en 2016, ce qui reflète la fragilité actuelle de l'économie mondiale, la volatilité des marchés financiers mondiaux, la faiblesse de la demande globale et une décélération significative dans certaines grandes économies émergentes.

Par ailleurs, les risques géopolitiques élevés et les tensions régionales pourraient amplifier davantage les défis économiques.

La stagnation des investissements au niveau international et la diminution des flux investis dans un certain nombre de régions en développement suggèrent que la reprise actuelle des flux mondiaux d'investissements étrangers est potentiellement fragile et s'expose directement aux aléas du marché des F&A.
Cependant, l'amélioration des conditions macroéconomiques (croissance mondiale qui devrait atteindre 2,9% en 2016 par rapport à 2,4% en 2015) engendrée principalement

par la reprise modeste dans les économies développées, pourrait renforcer la confiance des investisseurs, les incitants à faire des investissements productifs pour cimenter leurs plans d'affaires. De plus, une nouvelle dépréciation des devises dans les marchés émergents et les éventuelles hausses dans les ventes d'actifs pourraient stimuler l'IDE.

En somme, la croissance mondiale devrait continuer de s'affermir au-delà de 2017, pour s'inscrire juste au-dessous de 4 % d'ici la fin de l'horizon de prévision 2021, grâce à une nouvelle accélération dans les pays émergents et les pays en développement. Cette évolution repose sur plusieurs hypothèses importantes exposées à des risques considérables :

- une normalisation progressive de la situation dans plusieurs pays qui connaissent aujourd'hui des difficultés
- un rééquilibrage réussi de l'économie chinoise, avec des taux tendanciels de croissance qui, quoique plus faibles que ceux des vingt dernières années, demeurent élevés
- une accélération de l'activité dans les pays exportateurs de produits de base, quoique avec des taux de croissance plus modestes que par le passé
- une croissance résiliente dans les autres pays émergents et pays en développement Dans ce contexte, l'augmentation progressive du poids de pays à croissance rapide telle que la Chine et l'Inde dans l'économie mondiale contribue aussi à stimuler la croissance mondiale. La croissance dans les pays avancés devrait rester voisine de 2 % tandis que les écarts de production se comblent, puis ralentir en raison du fléchissement de la croissance de la population active qui résulte du vieillissement de la population.

3- Eléments de prospectives 2016 : au niveau européen

Au sein de l'Union Européenne, plus particulièrement dans la zone euro, la modeste reprise devrait se poursuivre en 2016–17 : les effets favorables de la baisse des prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser le raffermissement de la demande extérieure.
La croissance potentielle devrait rester faible, à cause de l'héritage de la crise (dette privée et publique élevée, investissement faible), des effets du vieillissement de la population et de la lenteur de la croissance de la productivité totale des facteurs.

La production devrait augmenter d'environ 1,5 % en 2016 et de 1,6 % en 2017, puis d'environ 1,5 % à moyen terme. La croissance devrait s'accélérer de manière modeste en Allemagne (1,6 % d'ici 2017), en France (1,1 % en 2016 et 1,3 % en 2017) et en Italie (1 % en 2016 et 1,1 % en 2017).
Par contre, la croissance devrait fléchir en Espagne (2,6 % en 2016 et 2,3 % en 2017) tout en restant supérieure à la moyenne de la zone. L'activité devrait également subir un ralentissement au Portugal (1,4 % en 2016 et 1,3 % en 2017), tandis que la Grèce devrait retrouver la croissance en 2017 après une nouvelle contraction cette année.

La situation est plus diverse en ce qui concerne les autres pays avancés, du fait, en partie, des effets inégaux de la baisse des prix des produits de base, ainsi que des différents degrés des répercussions du rééquilibrage de l'économie chinoise :

- Au Royaume-Uni, la croissance (qui devrait s'établir à 1,9 % en 2016 et à 2,2 % en 2017) devrait être portée par la demande privée intérieure, soutenue par la baisse des prix de l'énergie et le dynamisme du marché immobilier, qui compensent les vents contraires liés à l'assainissement des finances publiques et à la montée de l'incertitude en prévision du référendum de juin sur l'appartenance à l'UE
- En Suède, la croissance vigoureuse qui est prévue (environ 3,7 % en 2016, puis 2,8 % en 2017) est soutenue par une politique monétaire expansionniste, une hausse de l'investissement résidentiel en réaction à la montée des prix immobiliers et une augmentation des dépenses publiques due aux entrées massives de réfugiés.
- En Suisse, la croissance devrait s'accélérer de manière modeste pour atteindre 1,2 % en 2016 et 1,5 % en 2017, tandis que s'estompe le frein exercé par l'appréciation du taux de change l'an dernier.
- Les pays avancés exportateurs de produits de base continuent de s'ajuster à la baisse de leur revenu et de l'investissement lié à ces ressources. En Norvège, la croissance du PIB devrait fléchir à 1,0 % cette année, car la baisse des prix du pétrole pèse sur l'investissement et la consommation, puis se redresser progressivement par la suite.

Dans les pays émergents ou en développement d'Europe, la croissance devrait rester plus ou moins stable, à 3,5 % en 2016 et à 3,3 % en 2017. L'activité dans la région a profité de la baisse des prix du pétrole et de la reprise progressive dans la zone Euro, mais l'endettement élevé des entreprises freine l'investissement privé.
En Turquie, la croissance devrait rester stable, à 3,8 %, en 2016 : une forte augmentation du salaire minimum soutiendra la demande intérieure face à l'incertitude géopolitique, à la faiblesse de la demande extérieure et au ralentissement de la croissance du crédit.
La croissance devrait fléchir en Hongrie, où les effets de l'absorption élevée des fonds de l'Union européenne se dissipent progressivement, mais devrait s'accélérer légèrement en Europe du Sud-Est.

4- Eléments de prospectives 2016 : au niveau d'Amérique du Nord

Aux États-Unis, la croissance devrait rester modérée, portée par le renforcement des bilans, le retrait du frein budgétaire en 2016 et une amélioration du marché immobilier. Ces forces devraient compenser le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement dans le secteur de l'énergie, l'affaiblissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières intérieures pour certains secteurs de l'économie (pétrole & gaz).

En conséquence, la croissance devrait se stabiliser à 2,4 % en 2016, avec une accélération modeste en 2017. Les perspectives à plus long terme sont plus sombres : la croissance potentielle est estimée à environ 2 % seulement, à cause du vieillissement de la population et de la faible croissance de la productivité totale des facteurs.

Par ailleurs, au Canada, la croissance devrait remonter à 1,5 % en 2016, le freinage du secteur de l'énergie étant partiellement compensé par une monnaie plus compétitive et une hausse de l'investissement public, puis s'accélérer à 1,9 % en 2017.

5- Eléments de prospectives 2016 : au niveau de la région MENA

Le *Fonds Monétaire International* estime que les perspectives dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord se sont dégradées considérablement en raison des nouvelles baisses des prix du pétrole, ainsi que de l'intensification des conflits et des risques pesant sur la sécurité.
La croissance pour l'ensemble de la région devrait atteindre 3,1 % en 2016 et 3,5 % en 2017.
Comme il est maintenant prévu que les prix du pétrole resteront à un bas niveau pendant une plus longue période, les pays exportateurs de pétrole de la région ont pris d'importantes mesures supplémentaires pour limiter les dépenses publiques, réduire les subventions et accroître les recettes.
Même compte tenu de ces mesures, les déficits budgétaires devraient se creuser cette année. Il est maintenant prévu que la croissance dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ralentira de 3,3 % en 2015 à 1,8 % en 2016, puis s'accélérera pour dépasser 2 % à moyen terme. Cependant, l'augmentation de la production de pétrole en Iran et en Iraq, après la levée des sanctions, ainsi que la remontée de l'activité au Yémen, où il est supposé que le conflit s'atténue progressivement, devraient porter la croissance globale des pays exportateurs de pétrole de la région à 2,9 % en 2016 et à 3,1 % en 2017, contre 1,9 % l'an dernier.

La croissance dans les pays de la région importateurs de pétrole devrait rester modérée : les gains résultant de la plus grande stabilité politique, des réformes économiques, de la réduction du freinage exercé par l'assainissement des finances publiques et de la baisse des prix du pétrole sont compensés par les retombées des problèmes de sécurité, les tensions sociales et les répercussions des conflits régionaux, ainsi que, plus récemment, les ralentissements dans les pays membres du CCG.

6- Eléments de prospectives 2016 : au niveau de l'Asie

Au niveau du *Continent Jaune*, et plus particulièrement au Japon, la croissance devrait rester de 0,5 % en 2016, avant de devenir légèrement négative, à –0,1 %, en 2017, lorsque le relèvement du taux de la taxe à la consommation entrera en vigueur. La dépréciation récente du Yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents

devraient freiner l'activité au premier semestre de 2016, mais la baisse des prix de l'énergie et les mesures budgétaires adoptées dans la loi de finances rectificative devraient stimuler la croissance (l'impulsion budgétaire à elle seule devrait accroître la production). Les mesures d'assouplissement quantitatif et qualitatif prises par la Banque du Japon, y compris l'adoption, en février, de taux d'intérêt négatifs sur les dépôts de réserves excédentaires marginales, devraient soutenir la demande privée. Les perspectives de croissance à moyen et long terme restent médiocres, du fait principalement de la diminution de la population active.

En Chine, la croissance devrait tomber à 6,5% cette année et à 6,2% en 2017, soit un peu plus que prévu dans l'édition d'octobre 2015 des PEM, en raison des mesures qui ont été annoncées. Un nouveau fléchissement est attendu dans le secteur industriel en particulier dans l'immobilier et les secteurs en amont, ainsi que dans l'industrie manufacturière.

La croissance du secteur des services devrait être robuste, car l'économie continue de se rééquilibrer en privilégiant la consommation au détriment de l'investissement. La croissance élevée du revenu, la solidité du marché du travail et des réformes structurelles visant à stimuler la consommation devraient maintenir le processus de rééquilibrage en bonne voie sur l'horizon de prévision.

Parmi les autres pays avancés d'Asie, la baisse des importations chinoises en 2015 constitue un facteur de freinage important. En 2016, la croissance s'affaiblira à Singapour (à 1,8%) et dans la région administrative spéciale de Hong Kong (2,2%), et s'accélérera de manière modeste en Corée (2,7%) et plus sensiblement dans la province chinoise de Taiwan (1,5%, après la forte baisse à 0,7% en 2015). Dans ces quatre pays, la croissance devrait s'accélérer de manière plus vigoureuse à compter de 2017, tandis que la demande chinoise d'importations se redresse. Le vieillissement de la population pèse de plus en plus sur la croissance potentielle dans ces pays, surtout en Corée et à Singapour.

Ailleurs, dans les pays émergents et en développement d'Asie, l'activité reste robuste. En Inde, la croissance devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 7,5 % en 2016–17, comme prévu en octobre dernier. La croissance restera portée par la consommation privée, qui profite de la baisse des prix de l'énergie et de la hausse des revenus réels. Étant donné le regain de confiance et le redressement de l'activité industrielle, une reprise de l'investissement privé devrait encore affermir la croissance. Parmi les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), la croissance ralentira en 2016 en Malaisie et au Viet Nam, mais s'accélérera de manière modérée en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande.

7- Eléments de prospectives 2016 : au niveau de l'Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester faible en 2016, à l'occurrence de 3,0 %, soit environ ½ point de moins qu'en 2015. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 4,0 % en 2017, grâce à un léger rebond des prix des produits de base et à l'exécution en temps voulu de la politique économique. Le ralentissement en cours s'explique principalement par des conditions extérieures défavorables : les pays riches en ressources naturelles souffrent de la baisse des prix des produits de base, tandis que les pays *pré-émergents* de la région subissent le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale.

Il est maintenant prévu que les pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne enregistreront une croissance de 2,0 % en 2016 et de 3,4 % en 2017. Au sein de ce groupe, la croissance en 2016 devrait tomber en Angola et au Nigéria, où l'impact négatif de la baisse des prix du pétrole est aggravé par les perturbations de l'activité du secteur privé par l'intermédiaire de restrictions de change.

L'effet de la baisse des prix du pétrole sur les pays importateurs de pétrole de la région a été plus faible que prévu, car bon nombre de ces pays exportent d'autres ressources non renouvelables dont les prix ont reculé aussi. En Afrique du Sud, la croissance devrait être réduite de moitié, à 0,6 %, en 2016, à cause de la baisse des prix des exportations, de l'incertitude considérable, ainsi que du durcissement des politiques monétaire et budgétaire. En Zambie, l'impact de la sécheresse sur la production d'électricité accroît la pression à la baisse résultant du bas niveau des prix du cuivre, et la croissance restera modérée. Au Ghana, la croissance devrait passer à 4,5 % en 2016, contre 3,5 % l'an dernier, lorsqu'elle avait été freinée par des pénuries d'électricité et l'assainissement des finances publiques. Dans beaucoup d'autres pays importateurs de pétrole, les tensions inflationnistes résultant de la répercussion d'un dollar américain vigoureux (qui a limité notablement la baisse des prix des carburants en monnaie nationale) et des prix élevés des produits alimentaires (en raison de la sécheresse en Afrique australe et orientale) ont compensé aussi dans une certaine mesure les gains tirés de la baisse des prix du pétrole. Néanmoins, les investissements en cours dans les infrastructures et la vigueur de la consommation dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie devraient porter la croissance à 6–7 % ou plus.

8- Eléments de prospectives 2016 : au niveau de l'Amérique Latine

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, la croissance globale en 2016 devrait être négative pour la deuxième année consécutive (–0,5 %). Cependant, l'activité économique devrait s'affermir dans tous les pays de la région en 2017, avec une croissance de 1,5 %. Il existe des différences considérables entre les régions et les pays.

Si l'Amérique du Sud reste durement touchée par la baisse des prix des produits de base, le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes profitent de la reprise aux États-Unis et, dans la plupart des cas, du recul des prix du pétrole. En fait, la plupart des pays de la région continuent de connaître la croissance, même si cette dernière est modeste.

Au Mexique, la croissance devrait rester modérée (2,4 % en 2016 et 2,6 % en 2017), portée par la bonne santé de la demande intérieure privée et les retombées d'une économie américaine robuste.

Au Brésil, la production devrait encore se contracter de 3,8 % en 2016 (après une contraction de 3,8 % en 2015) : la récession fait sentir ses effets sur l'emploi et les revenus réels, et l'incertitude sur le plan interne continue de limiter la capacité du gouvernement à formuler et à exécuter la politique économique. Comme bon nombre des chocs de 2015–16 devraient prendre fin, et grâce à un affaiblissement de la monnaie, la croissance devrait devenir positive en 2017. Néanmoins, la production en moyenne restera probablement inchangée par rapport à l'année précédente. Une incertitude considérable entoure ces prévisions.

Parmi les pays sud-américains exportateurs de pétrole, le ralentissement attendu de l'activité en Colombie tient au bas niveau des prix du pétrole, ainsi qu'à un durcissement de la politique macroéconomique et des conditions financières. Le Venezuela devrait rester dans une récession profonde en 2016 sur fond d'incertitude politique et tandis que la nouvelle baisse du prix du pétrole a accentué les déséquilibres et les tensions macroéconomiques, avec notamment un taux d'inflation moyen qui devrait s'approcher de 500 % en 2016.

Ailleurs en Amérique du Sud, la correction en cours des déséquilibres macroéconomiques et des distorsions microéconomiques en Argentine améliore les perspectives de croissance à moyen terme, mais l'ajustement provoquera probablement une légère récession en 2016. La baisse prolongée du prix du cuivre et le durcissement des conditions financières pèsent sur les perspectives du Chili, alors qu'au Pérou, la croissance devrait s'accélérer au cours des prochains mois, portée principalement par l'affermissement de l'activité dans le secteur des ressources.

L'INVESTISSEMENT ETRANGER : ANALYSE DES FLUX 2015[3]

Les investissements étrangers durant l'année 2015 ont atteint le montant de **2 365,9 MTND** contre 1 966,9 MTND en 2014 et 1 993,3 MTND en 2013 soient des variations respectives de 20,3 % et 18,7 %.

Ces investissements sont répartis entre investissements directs étrangers d'une valeur de 1 964,9 MTND et investissements de portefeuille d'une valeur de 401 MTND contre respectivement 1 806,4 MTND et 160,5 MTND en 2014.

Flux des investissements étrangers au cours des années 2011 à 2015

Unité: millions de TND

	Décembre				Evolution 2015 /		
	2012	2013	2014	**2015**	2014	2013	2012
IDE	2 504,0	1 813,8	1 806,4	**1 964,9**	8,8%	8,3%	-21,5%
Portefeuille	83,4	179,6	160,5	**401,0**	149,9%	123,3%	380,8%
Total - IE	**2 587,4**	**1 993,3**	**1 966,9**	**2 365,9**	**20,3%**	**18,7%**	**-8,6%**

[3] Les tableaux statistiques présentés dans cette section sont détaillés en Annexe 1

1- L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

462

Opérations d'investissement

10 617

Emplois créés

Les investissements directs étrangers réalisés en 2015 sont répartis entre projets de création d'une valeur de 159,5 MTND et projets d'extension d'une valeur de 1 805,2 MTND. Ils ont permis d'entamer ou de poursuivre la réalisation de 230 projets de création et 232 projets d'extension. Ces projets sont concentrés essentiellement dans le secteur de l'industrie manufacturière (359 projets) et plus précisément dans l'industrie du textile et de l'habillement (80 projets).

En termes d'emplois, ces projets ont permis de créer 10 617 nouveaux postes d'emplois dont 9 372 dans les secteurs de l'industrie manufacturière soit 88,3 % du total des emplois créés. La création d'emplois est donc presque constante au cours des dernières années.

Analyse sectorielle du flux des IDE

Unité: millions de TND

Unité : MTND	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015 / 2014	Evolution 2015 / 2013	Evolution 2015 / 2012
Energie	886,0	1 077,3	891,7	970,3	**8,80%**	**-9,94%**	**9,51%**
Industrie	531,6	507,1	454,3	563,6	**24,08%**	**11,15%**	**6,03%**
Services*	1 081,8	218,0	452,4	421,7	**-6,79%**	**93,43%**	**-61,02%**
Agriculture	4,6	11,3	7,9	9,3	**17,67%**	**-17,94%**	**102,09%**
Total IDE	**2 504,0**	**1 813,8**	**1 806,4**	**1 964,9**	**8,78%**	**8,33%**	**-21,53%**

Source : APII - APIA - ONTT - DOUANE - BCT - DGE – CMF - BVMT / Données préliminaires sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement de l'enquête réalisée par les structures concernées.

L'analyse sectorielle des investissements directs étrangers réalisés fait ressortir ce qui suit :

- Le secteur des énergies semble être affecté par la conjoncture économique internationale et surtout par la baisse du prix de pétrole. Cependant une reprise est prévue pour l'année prochaine suite au démarrage d'un grand projet d'exploitation de puits de pétrole.
- L'industrie manufacturière, premier secteur créateur d'emplois, enregistre, pour la première fois après la Révolution, une hausse de l'ordre de 24% par rapport à 2014 et 11% par rapport à 2013.

- Hors opérations de fusion-acquisitions, les secteurs des services enregistrent une évolution de 42% par rapport à 2014.

Flux des IDE hors opérations de fusion-acquisitions

Unité: millions de TND

Catégorie	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015 / 2014	Evolution 2015 / 2013	Evolution 2015 / 2012
Energie	886,00	1077,32	891,74	970,25	**8,80%**	**-9,94%**	**9,51%**
Industrie	531,59	507,08	454,27	563,64	**24,08%**	**11,15%**	**6,03%**
Services	131,80	118,63	145,65	206,48	**41,77%**	**74,06%**	**56,66%**
Agriculture	4,60	11,33	7,90	9,30	**17,67%**	**-17,94%**	**102,09%**
Total	**1553,99**	**1714,36**	**1499,56**	**1749,67**	**16,66%**	**2,05%**	**12,58%**

Flux des IDE hors opérations de fusion-acquisition en euro

Unité: millions d'Euro

Catégorie	2012	2013	2014	2015	Evolution 2015 / 2014	Evolution 2015 / 2013	Evolution 2015 / 2012
Energie	441,21	498,88	395,78	445,68	**12,61%**	**-10,66%**	**1,01%**
Industrie	264,72	234,81	201,62	258,91	**28,42%**	**10,26%**	**-2,20%**
Services	65,63	54,93	64,64	94,85	**46,72%**	**72,66%**	**44,51%**
Agriculture	2,29	5,25	3,51	4,27	**21,78%**	**-18,60%**	**86,41%**
Total	**773,86**	**793,87**	**665,55**	**803,71**	**20,76%**	**1,24%**	**3,86%**
MOYENNES DES COURS DU MARCHE INTERBANCAIRE (ANNUEL)							
EURO	2,0081	2,1595	2,2531	2,1770	**-3,38%**	**0,81%**	**8,41%**

Analyse par région du flux des IDE

Hors énergie, la répartition régionale des projets montre une grande disparité. En effet, le Grand-Tunis détient près de 54% du total des IDE et le Nord-Est en détient près de 21%.

Répartition régionale des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015
IDE en MTND

gouvernorat	Projets	IDE	Emplois	% IDE
Sousse	47	83,1	1365	8,4%
Mahdia	17	23,3	387	2,3%
Monastir	33	19,2	1101	1,9%
Sfax	13	2,3	73	0,2%
Total - Centre Est	**110**	**127,9**	**2 926**	**12,9%**
Kairouan	6	2,8	52	0,3%
Sidi Bouzid	2	1,7	5	0,2%
Kasserine	-	-	-	-
Total - Centre Ouest	**8**	**4,6**	**57**	**0,5%**
Tunis	94	361,5	1088	36,3%
Ben Arous	54	85,6	887	8,6%
Ariana	26	81,9	303	8,2%
Manouba	8	5,7	154	0,6%
Total - Grand Tunis	**182**	**534,6**	**2 432**	**53,7%**
Zaghouan	29	93,2	603	9,4%
Nabeul	62	75,8	2911	7,6%
Bizerte	30	38,9	332	3,9%
Total - Nord Est	**121**	**208,0**	**3 846**	**20,9%**
Jendouba	7	35,8	745	3,6%
Beja	10	15,6	304	1,6%
Siliana	4	4,5	158	0,4%
Kef	2	0,4	21	0,0%
Total - Nord-Ouest	**23**	**56,2**	**1 228**	**5,7%**
Médenine	7	46,4	17	4,7%
Gabes	9	16,1	111	1,6%
Tataouine	1	0,8	0	0,1%
Total - Sud Est	**17**	**63,3**	**128**	**6,4%**
Gafsa	1	0,0	0	0,0%
Kebili	-	-	-	-
Tozeur	-	-	-	-
Total - Sud-Ouest	**1**	**0,0**	**0**	**0,0%**
Total (hors énergie)	**462**	**994,7**	**10617,0**	**100,0%**

Les zones de développement régionales enregistrent des IDE de l'ordre de 215,26 MTND relatifs à 71 entreprises à participations étrangères. La France et l'Italie en détiennent la part du lion avec respectivement 19 et 16 entreprises. Ces entreprises sont concentrées dans les secteurs de l'industrie mécanique et électrique (12), des industries du textile et habillement (5) et l'industrie agroalimentaire (4).

Répartition du flux des IDE réalisés dans les zones de développement régional -2015

Zone de Développement	Zone I			Zone II			Zone III			Total		
Pays / Secteur	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
Allemagne	-	-	-	1	1,633	146	1	0,009	11	2	1,6419	157
Electrique et Electronique	-	-	-	1	1,6326	146	1	0,0093	11	**2**	**1,6419**	**157**
Arabie saoudite	-	-	-	1	45	10	-	-	-	1	45	10
Secteur Financier	-	-	-	1	45	10	-	-	-	**1**	**45**	**10**
Autriche	-	-	-	1	5,103	0	-	-	-	1	5,1028	0
Electrique et Electronique	-	-	-	1	5,1028	0	-	-	-	**1**	**5,1028**	**0**
Bangladesh	1	0,04	10	-	-	-	-	-	-	1	0,04	10
Chimie et Caoutchouc	1	0,04	10	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,04**	**10**
Belgique	1	0,36	10	-	-	-	-	-	-	1	0,36	10
Chimie et Caoutchouc	1	0,36	10	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,36**	**10**
Canada	-	-	-	2	0,54	0	-	-	-	2	0,54	0
Agro-Alimentaire	-	-	-	1	0,29	0	-	-	-	**1**	**0,29**	**0**
Textile et Habillement	-	-	-	1	0,25	0	-	-	-	**1**	**0,25**	**0**
Chine	1	0,962	0	2	0,4	0	-	-	-	3	1,3616	0
Chimie et Caoutchouc	-	-	-	1	0,15	0	-	-	-	**1**	**0,15**	**0**
Electrique et Electronique	1	0,9616	0	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,9616**	**0**
Textile et Habillement	-	-	-	1	0,25	0	-	-	-	**1**	**0,25**	**0**
Corée du Sud	-	-	-	1	1,799	0	-	-	-	1	1,7987	0
Electrique et Electronique	-	-	-	1	1,7987	0	-	-	-	**1**	**1,7987**	**0**
Émirats arabes unis	-	-	-	-	-	-	2	1,899	30	2	1,8995	30
Agro-Alimentaire	-	-	-	-	-	-	2	1,8995	30	**2**	**1,8995**	**30**
Espagne	1	18	0	1	0,225	0	1	0,01	0	3	18,235	0
Matériaux de Construction	1	18	0	1	0,225	0	-	-	-	**2**	**18,225**	**0**
Textile et Habillement	-	-	-	-	-	-	1	0,01	0	**1**	**0,01**	**0**
États-Unis	-	-	-	1	0,143	0	-	-	-	1	0,1426	0
Mécanique, métallique et métallurgique	-	-	-	1	0,1426	0	-	-	-	**1**	**0,1426**	**0**
France	4	1,905	233	11	49,04	172	4	1,745	14	19	52,689	419
Agriculture	-	-	-	-	-	-	1	0,8383	10	**1**	**0,8383**	**10**
Agro-Alimentaire	-	-	-	2	0,4639	12	-	-	-	**2**	**0,4639**	**12**
Chimie et Caoutchouc	1	0,1208	11	-	-	-	1	0,6899	4	**2**	**0,8107**	**15**
Electrique et Electronique	-	-	-	3	47,063	35	-	-	-	**3**	**47,063**	**35**
Industries diverses	2	1,5139	122	1	0,27	12	-	-	-	**3**	**1,7839**	**134**
Matériaux de Construction	-	-	-	1	0,4554	13	-	-	-	**1**	**0,4554**	**13**
Mécanique, métallique et métallurgique	1	0,27	100	1	0,14	82	1	0,2092	0	**3**	**0,6192**	**182**
Plasturgie	-	-	-	1	0,14	0	1	0,0072	0	**2**	**0,1472**	**0**
Textile et Habillement	-	-	-	2	0,5068	18	-	-	-	**2**	**0,5068**	**18**
Gibraltar	-	-	-	1	1,75	13	-	-	-	1	1,75	13
Agro-Alimentaire	-	-	-	1	1,75	13	-	-	-	**1**	**1,75**	**13**
Italie	8	7,995	293	7	8,536	102	1	0,018	0	16	16,549	395
Agriculture	1	0,3737	4	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,3737**	**4**
Agro-Alimentaire	-	-	-	2	0,402	5	-	-	-	**2**	**0,402**	**5**
Chimie et Caoutchouc	1	0,4495	7	1	3,4	52	-	-	-	**2**	**3,8495**	**59**
Electrique et Electronique	1	3	200	-	-	-	-	-	-	**1**	**3**	**200**
Matériaux de Construction	-	-	-	1	2,68	33	-	-	-	**1**	**2,68**	**33**

Mécanique, métallique et métallurgique	4	3,9026	58	1	1,8	0	-	-	-	**5**	**5,7026**	**58**
Plasturgie	1	0,269	24	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,269**	**24**
Textile et Habillement	-	-	-	2	0,254	12	1	0,0181	0	**3**	**0,2721**	**12**
Japon	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,057**	**0**	**1**	**13,15**	**700**	**2**	**13,21**	**700**
Electrique et Electronique	-	-	-	-	-	-	1	13,154	700	**1**	**13,154**	**700**
Mécanique, métallique et métallurgique	-	-	-	1	0,0568	0	-	-	-	**1**	**0,0568**	**0**
Kenya	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,023**	**0**	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,0225**	**0**
Mécanique, métallique et métallurgique	-	-	-	1	0,0225	0	-	-	-	**1**	**0,0225**	**0**
Libye	**1**	**0,6**	**24**	**2**	**9,232**	**10**	**-**	**-**	**-**	**3**	**9,832**	**34**
Agro-Alimentaire	-	-	-	1	7,6	10	-	-	-	**1**	**7,6**	**10**
Industries diverses	1	0,6	24	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,6**	**24**
Matériaux de Construction	-	-	-	1	1,632	0	-	-	-	**1**	**1,632**	**0**
Luxembourg	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,005**	**3**	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,005**	**3**
Electrique et Electronique	-	-	-	1	0,005	3	-	-	-	**1**	**0,005**	**3**
Maroc	**1**	**0,791**	**5**	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,8**	**0**	**2**	**1,5912**	**5**
Industries diverses	-	-	-	-	-	-	1	0,8	0	**1**	**0,8**	**0**
Plasturgie	1	0,7912	5	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,7912**	**5**
Pays-Bas	**-**	**-**	**-**	**2**	**7,376**	**110**	**2**	**1,432**	**0**	**4**	**8,8078**	**110**
Agriculture	-	-	-	-	-	-	1	1,3621	0	**1**	**1,3621**	**0**
Chimie et Caoutchouc	-	-	-	-	-	-	1	0,07	0	**1**	**0,07**	**0**
Electrique et Electronique	-	-	-	2	7,3757	110	-	-	-	**2**	**7,3757**	**110**
Portugal	**1**	**1**	**0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**1**	**0**
Mécanique, métallique et métallurgique	1	1	0	-	-	-	-	-	-	**1**	**1**	**0**
Qatar	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1**	**20**	**0**	**1**	**20**	**0**
Tourisme et Immobilier	-	-	-	-	-	-	1	20	0	**1**	**20**	**0**
Royaume-Uni	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,495**	**3**	**1**	**0,074**	**10**	**2**	**0,5685**	**13**
Agro-Alimentaire	-	-	-	-	-	-	1	0,0735	10	**1**	**0,0735**	**10**
Electrique et Electronique	-	-	-	1	0,495	3	-	-	-	**1**	**0,495**	**3**
Russie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2**	**4,788**	**11**	**2**	**4,7876**	**11**
Chimie et Caoutchouc	-	-	-	-	-	-	1	0,8276	6	**1**	**0,8276**	**6**
Matériaux de Construction	-	-	-	-	-	-	1	3,96	5	**1**	**3,96**	**5**
Singapour	**-**	**-**	**-**	**1**	**2,228**	**0**	**-**	**-**	**-**	**1**	**2,2275**	**0**
Mécanique, métallique et métallurgique	-	-	-	1	2,2275	0	-	-	-	**1**	**2,2275**	**0**
Suisse	**2**	**4,81**	**0**	**1**	**1,276**	**0**	**-**	**-**	**-**	**3**	**6,0854**	**0**
Electrique et Electronique	1	4,4009	0	1	1,2757	0	-	-	-	**2**	**5,6766**	**0**
Mécanique, métallique et métallurgique	1	0,4088	0	-	-	-	-	-	-	**1**	**0,4088**	**0**
Turquie	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,017**	**39**	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,0168**	**39**
Agro-Alimentaire	-	-	-	1	0,0168	39	-	-	-	**1**	**0,0168**	**39**
Total	**19**	**36,46**	**565**	**35**	**134,9**	**605**	**17**	**43,93**	**776**	**71**	**215,26**	**1 946**

Répartition sectorielle du flux des IDE réalisés dans les zones de développement régional - 2015

Zone de développement	Zone I			Zone II			Zone III			Total		
Secteur	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
Agriculture	1	0,3737	4	-	-	-	2	2,2004	10	**3**	**2,5741**	**14**
Total - Agriculture	**1**	**0,374**	**4**	**-**	**-**	**-**	**2**	**2,2**	**10**	**3**	**2,5741**	**14**
Agro-Alimentaire	-	-	-	8	10,523	79	3	1,973	40	**11**	**12,496**	**119**
Chimie et Caoutchouc	3	0,9703	28	2	3,55	52	3	1,5876	10	**8**	**6,1078**	**90**
Electrique et Electronique	3	8,3625	200	9	64,749	294	2	13,163	711	**14**	**86,274**	**1205**
Industries diverses	3	2,1139	146	1	0,27	12	1	0,8	0	**5**	**3,1839**	**158**
Matériaux de Construction	1	18	0	4	4,9924	46	1	3,96	5	**6**	**26,952**	**51**
Mécanique, métallique et métallurgique	6	5,5813	158	4	4,3894	82	1	0,2092	0	**11**	**10,18**	**240**
Plasturgie	2	1,0602	29	1	0,14	0	1	0,0072	0	**4**	**1,2074**	**29**
Textile et Habillement	-	-	-	5	1,2608	30	2	0,0281	0	**7**	**1,2889**	**30**
Total - Industrie	**18**	**36,09**	**561**	**34**	**89,87**	**595**	**14**	**21,73**	**766**	**66**	**147,69**	**1 922**
Secteur Financier	-	-	-	1	45	10	-	-	-	**1**	**45**	**10**
Tourisme et Immobilier	-	-	-	-	-	-	1	20	0	**1**	**20**	**0**
Total - Services	**-**	**-**	**-**	**1**	**45**	**10**	**1**	**20**	**0**	**2**	**65**	**10**
Total - IDE (hors ènergie)	**19**	**36,46**	**565**	**35**	**134,9**	**605**	**17**	**43,93**	**776**	**71**	**215,26**	**1 946**

Analyse par pays d'origine du flux des IDE

Hors énergie, le classement des IDE par nationalité est fait selon quatre critères. Les pays qui réalisent le plus grand nombre de projets à savoir la **France**, l'Italie et l'Allemagne, les pays qui créent le plus d'emplois, également la **France**, l'Italie et l'Allemagne, les pays qui réalisent les plus importants montants d'investissement à savoir la **France**, les EAU, Qatar, l'Italie et l'Allemagne, et enfin les pays qui réalisent les plus importants montants d'investissement par projet à savoir **Qatar,** Malte, et les EAU.

L'analyse des IDE tenant compte du secteur des énergies montre que ce classement change. En effet, certains pays reculent concédant leurs places à d'autres pays comme le **Royaume-Uni** et l'Autriche.

Flux des IDE par pays (Top 30) au cours de 2015

Unité IDE : MTND

	Création			Extensions et autres			Total		
Pays	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
France	75	30,1365	1523	95	248,55	2366	170	278,69	3889
Émirats arabes unis	1	0,00426	1	8	138,72	250	9	138,73	251
Qatar	1	2,98031	30	4	86,675	15	5	89,656	45
Italie	72	22,1062	1652	37	53,954	758	109	76,061	2410
Allemagne	13	6,77775	1107	19	64,963	403	32	71,74	1510
Malte	-	-	-	4	70,881	69	4	70,881	69
Arabie saoudite	2	45,4	10	8	7,4714	230	10	52,871	240
Espagne	3	0,238	1	14	43,951	202	17	44,189	203
Pays-Bas	4	4,05042	91	10	23,602	298	14	27,652	389
Libye	12	14,3915	57	2	4,3137	160	14	18,705	217
Royaume-Uni	7	1,04883	61	8	12,776	15	15	13,825	76
États-Unis	3	0,41499	23	10	12,85	72	13	13,265	95
Japon	-	-	-	2	13,21	700	2	13,21	700
Suisse	2	0,296	13	8	12,24	67	10	12,536	80
Singapour	1	2,2275	0	1	6,2	10	2	8,4275	10
Jordanie	1	0,17	0	5	7,8963	285	6	8,0663	285
Autriche	1	0,06336	12	3	7,3028	105	4	7,3662	117
Luxembourg	2	0,0052	38	4	7,1536	25	6	7,1588	63
Maroc	2	4,45	0	2	0,9738	5	4	5,4238	5
Russie	2	4,78763	11	1	0,0227	160	3	4,8103	171
Algérie	4	4,3048	141	-	-	-	4	4,3048	141
Mauritanie	1	3,65	0	-	-	-	1	3,65	0
Bahreïn	1	3,6	23	-	-	-	1	3,6	23
Suède	-	-	-	1	3,43	0	1	3,43	0
Panama	1	2,5	107	-	-	-	1	2,5	107
Bahamas	-	-	-	1	1,8643	0	1	1,8643	0
Canada	3	0,5443	1	2	1,3064	0	5	1,8507	1
Corée du Sud	-	-	-	2	1,8222	0	2	1,8222	0
Gibraltar	1	1,75	13	-	-	-	1	1,75	13
Chine	1	0,25	0	2	1,1116	0	3	1,3616	0

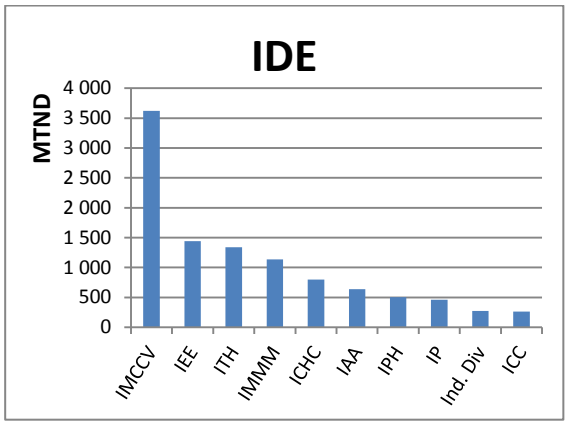
STOCK DES IDE A FIN 2015

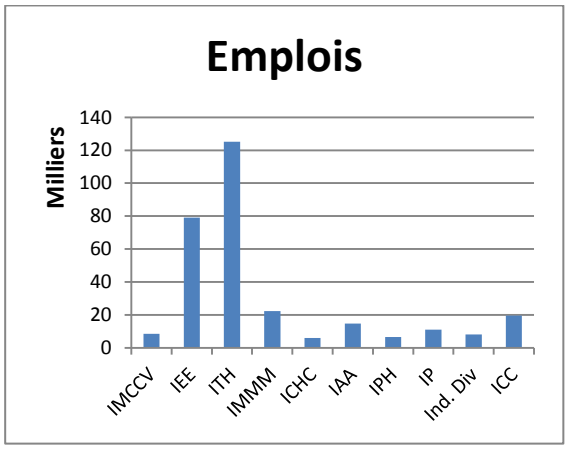
3 353

Entreprises actives

354 396

Emplois





Les investissements directs étrangers, hors énergie et hors secteur financier, ont atteint, à la fin du mois de décembre 2015, la somme de 20 054,0 MTND répartis entre investissements dans les industries manufacturières d'une valeur de 10 481,1 MTND, les investissements de services d'une valeur de 7 688,2 MTND, les investissements touristiques avec 1 697,8 MTND et les investissements agricoles avec 186,9 MTND.

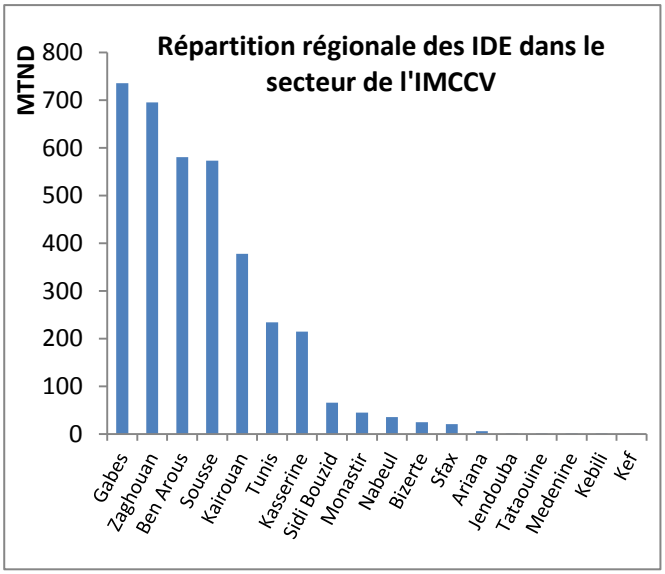
1- Les investissements dans les secteurs des industries manufacturières

Les industries manufacturières sont dominées par le secteur des matériaux de construction qui détient près de 34,5% des investissements manufacturiers. Malgré cette domination, ce secteur a contribué à la création de seulement 2,7% des emplois.

Les matériaux de construction

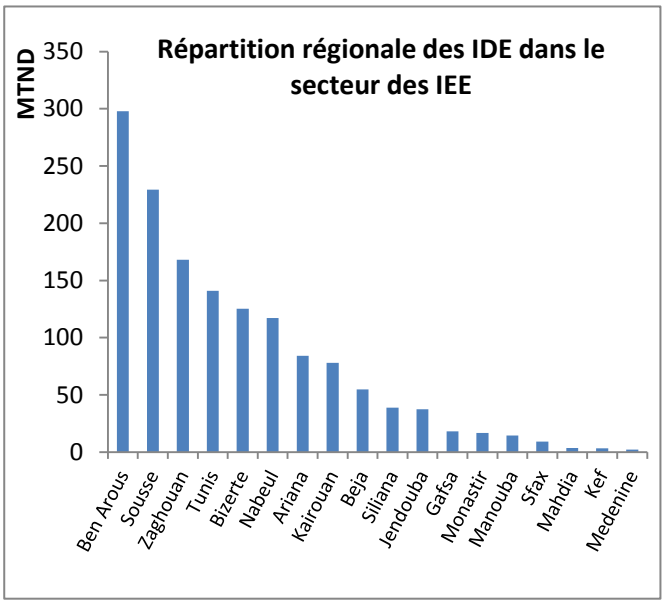
Les investissements dans les matériaux de construction ont atteint la valeur de 3 618,7 MTND à la fin du mois de décembre 2015 soit 87 entreprises et 8 412 postes d'emplois. L'Espagne et Le Portugal sont les principaux émetteurs d'investissements vers la Tunisie dans ce secteur avec des montants respectifs de l'ordre de 1 069,0 MTND et 742,7 MTND.

Ces investissements sont plus orientés vers les régions riches en ressources naturelles nécessaires pour ce secteur à l'instar de Gabes, Zaghouan, Ben Arous, Sousse et Kairouan. Trois années ont marqué l'histoire des industries des matériaux de construction.



En 1998 le secteur, a enregistré l'entrée en production de deux grandes entreprises notamment la *Société Tunisienne de Ciments de Jebel Ouest* « *CIMPOR* » et la *Société des Ciments d'Enfidha* dont le montant d'investissement représente aujourd'hui 31,2% du total des investissements dans le secteur. L'année 2001 était marquée par l'entrée en production des sociétés « *Les ciments Portland de Gabes* » et « *Les ciments artificiels tunisiens – COLACEM* » dont la somme des investissements représente aujourd'hui 26,3 % du total des investissements. Le secteur a dû attendre 11 ans pour accueillir de nouveaux projets significatifs, c'est alors en 2012 que le projet de production de ciment réfractaire *SOTACIB* a vu le jour.

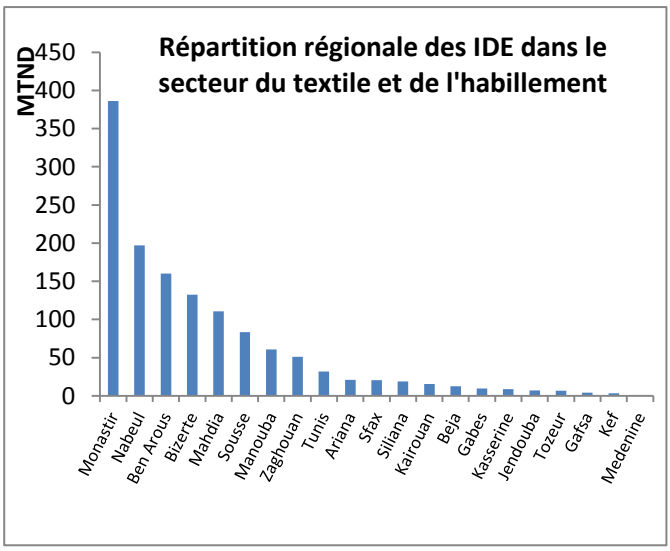
Les industries électriques & électroniques



Les IDE dans le secteur des IEE ont atteint la somme de 1 434,2 MTND à la fin du mois de décembre 2015 soit 273 entreprises et 78 953 postes d'emploi. L'Allemagne suivie de la France puis de l'Italie sont les principaux pays émetteurs vers la Tunisie dans ce secteur avec des parts respectives de l'ordre de 33,8%, 29,2% et 7,9% du total des IDE dans ce secteur.

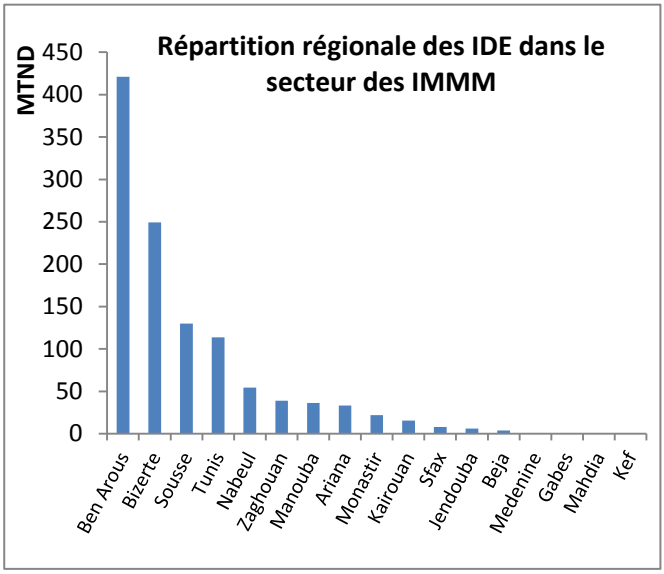
Ces IDE sont concentrés essentiellement dans la région du nord qui en attire près de 75,1% soit 1 077,3 MTND relatif à 218 entreprises et 57 215 postes d'emploi.

Le textile et habillement



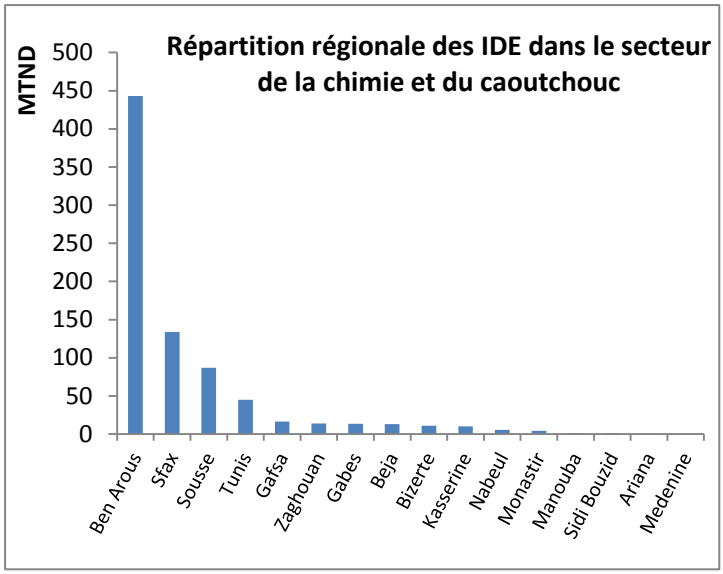
Le secteur du textile et de l'habillement a enregistré, jusqu'à la fin du mois de décembre 2015, un investissement total d'une valeur de 1 341,9 MTND répartis sur 1 142 entreprises ayant permis de générer 125 274 postes d'emploi. Les principaux pays émetteurs dans ce secteur sont l'Italie, la France et la Belgique avec des taux respectifs de 28 %, 25 % et 11 % du total des IDE.
Le gouvernorat de Monastir, ville historique du textile et de l'habillement en Tunisie, détient la part la plus importante de l'investissement étranger dans ce secteur soit 386,2 MTND répartis sur 300 entreprises. Ces investissements ont permis de générer 32 853 postes d'emplois. Vient ensuite le gouvernorat de Nabeul avec 196,9 MTND, 179 entreprises et 23 682 emplois, puis Ben Arous avec 160,1 MTND, 65 entreprises et 9 254 emplois.

Les industries mécaniques, métalliques et métallurgiques



Les IDE dans les IMMM ont atteint la somme de 1 138,9 MTND à la fin du mois de décembre 2015 permettant de créer 355 entreprises et 22 330 emplois. Les investisseurs étrangers les plus présents dans ce secteur sont les Français avec 34,8 % du total des IDE suivis des Italiens avec 32,5 % et des Américains avec 7,1 %.
Près du tiers des investissements dans ce secteur se trouve dans le gouvernorat de Ben Arous soit 421,1 MTND où sont installées 22,2 % des entreprises employant 7 446 personnes. Vient ensuite le gouvernorat de Bizerte où les investissements directs étrangers ont atteint la somme de 249,2 MTND soit 30 entreprises et 3 653 emplois. Le gouvernorat de Sousse vient en troisième position avec un investissement de l'ordre de 130,1 MTND, 65 entreprises et 2 761 emplois.

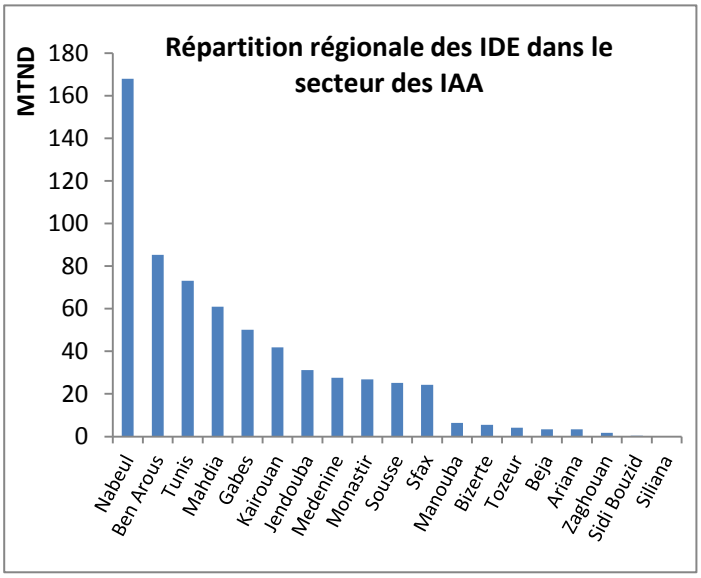
Les industries de la chimie et du caoutchouc



Les investissements réalisés dans ce secteur ont atteint la valeur de 799,6 MTND ayant permis de créer 79 entreprises et de générer 5 996 postes d'emploi. Les principaux investisseurs sont originaires des Pays-Bas avec 30,3 %, de France avec 25,2 % et d'Inde avec 16,3 % du total des IDE.

Le gouvernorat de Ben Arous a attiré 55,4 % du total des investissements dans ce secteur alors que le gouvernorat de Sfax en a accueilli 16,7 %, ainsi près des trois quarts des investissements sont concentrés dans ces deux gouvernorats.

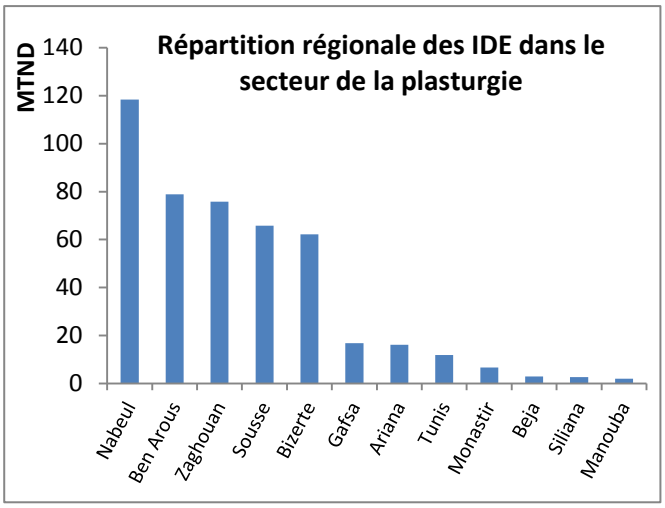
Les industries agro-alimentaires



Les IDE dans le secteur des industries agro-alimentaires ont atteint la valeur de 639,5 MTND. Soit 178 entreprises et 14 741 postes d'emplois. Les principaux pays présents dans ce secteur sont la France avec 37,5 %, les Pays-Bas avec 16,9% et l'Italie avec 7,5% du total des IDE dans ce secteur.

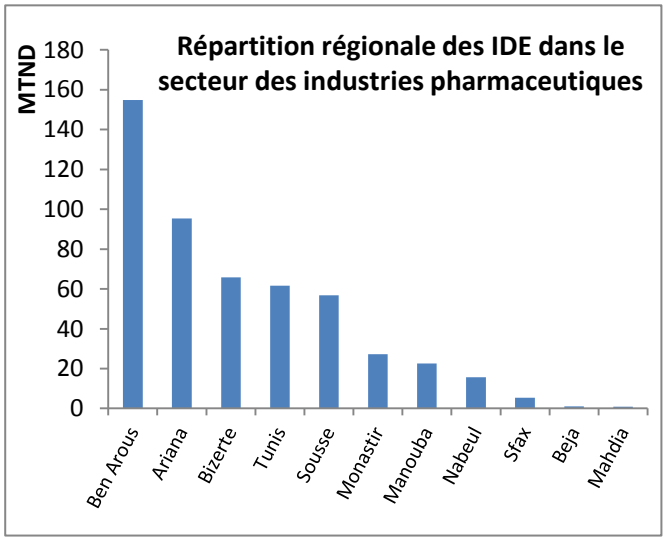
La majorité des IDE est concentrée dans les régions du nord, notamment les gouvernorats de Nabeul (168,0 MTND), Ben Arous (85,4 MTND) et Tunis (73,1 MTND).

La plasturgie



Les investissements directs étrangers dans le secteur de la plasturgie ont atteint, à la fin de 2015, la somme de 459,7 MTND créant 136 entreprises et 11 094 emplois. Les principales nationalités présentes dans ce secteur sont la France avec 61,2 %, l'Italie avec 19,2 % et l'Allemagne avec 5,1 % du total des IDE dans ce secteur. Nabeul est le premier pôle de l'industrie plastique avec 118,4 MTND suivi de Zaghouan avec 75,7 MTND et de Ben Arous avec 78,8 MTND.

Les industries pharmaceutiques

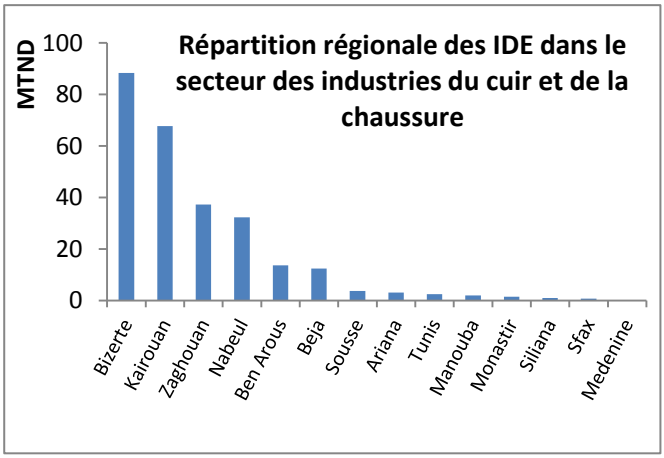


Les investissements directs étrangers dans le secteur des industries pharmaceutiques ont atteint, à la fin de l'année 2015, la somme de 507,1 MTND permettant de créer 40 entreprises et 6 491 emplois.

Plus de 82,2 % de ces investissements se situent dans des gouvernorats du nord et 100 % dans les régions côtières.

Les principales nationalités présentes dans ce secteur sont l'Italie avec 23,4 %, la France avec 19,3 % et la Jordanie avec 17,5 % du total des IDE dans ce secteur.

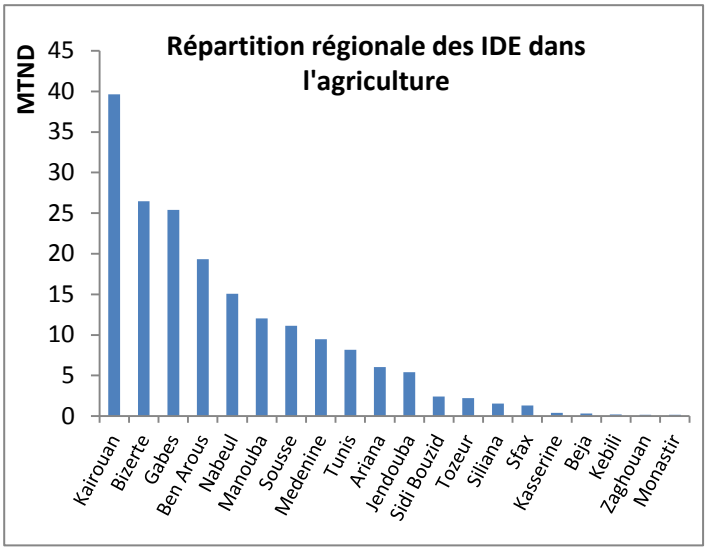
Les industries du cuir et chaussure



Les investissements directs étrangers dans le secteur du cuir et de la chaussure ont atteint, à fin 2015, la somme de 266,1 MTND créant 144 projets et 19 545 emplois. Les principales nationalités présentes dans ce secteur sont la Suisse avec 34,3 %, les Bahamas avec 24,2 % et

l'Italie avec 17,7 % du total des IDE dans ce secteur. Bizerte détient 33,2% de ces IDE soit un montant de 88,3 MTND, suivi de la ville de Kairouan avec 66,7 MTND et Zaghouan avec 37,3 MTND.

2- Les investissements dans l'agriculture



Le total des IDE agricoles a atteint, à la fin du mois de décembre 2015, la somme de 186,9 MTND répartis sur 81 entreprises et employant 2 842 personnes. Ces entreprises sont concentrées dans l'agriculture qui représente 74,1 % du total des entreprises agricoles, soit 50 unités. Le reste des entreprises est réparti entre la pêche avec 17 entreprises et 24,4 MTND d'IDE, les services agricoles avec 10 entreprises et 9 MTND d'IDE et l'aquaculture avec 4 entreprises et 14,9 MTND d'IDE.

L'Italie, la France et l'Espagne, sont les pays les plus présents dans ce secteur avec des parts respectives de 28,6 %, 24,5 % et 13,1 % du total des IDE dans l'agriculture.

Les investissements agricoles à participation étrangère sont présents dans 20 gouvernorats et Kairouan occupe la première position avec 21,2 % du total des IDE dans l'agriculture.

La majorité de ces investissements se trouve dans les régions côtières et notamment les gouvernorats de Bizerte (14,2 %), Gabes (13,6 %), Ben Arous (10,3 %), Nabeul (8 %), Manouba (6,4 %), Sousse (5,9 %) et Médenine (5,0 %).

3- Les investissements dans les services

Le secteur des services a cumulé jusqu'à la fin du mois de décembre 2015 la somme de 7 688,2 MTND d'IDE pour un investissement total de 16 863,7 MTND. Le secteur des télécommunications détient, à lui seul, 92,6 % de ces IDE avec seulement 7 sur 511 entreprises soit moins de 1,5 % du nombre total des projets de services.

Cette disproportion entre l'investissement et le nombre de projets est due aux actions de privatisation de *Tunisie Télécom* et à l'entrée sur le marché de la téléphonie mobile de deux autres opérateurs à savoir *Ooredoo* et *Orange Tunisie*.

En filtrant ces trois grands projets, le secteur des télécommunications passe en 9ème position dans le classement des secteurs des services. C'est le secteur des transports qui occuperait alors la première place avec un investissement total de 361,7 MTND.

Les investissements dans les services peuvent être regroupés en deux grandes catégories : les investissements à forte intensité capitalistique, à savoir les investissements dans les télécommunications et les projets à forte employabilité à l'instar des centres d'appels qui attirent un grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur.

4- Les investissements dans le tourisme

Bien que le tourisme soit un pilier de l'économie tunisienne, la part des investissements à participation étrangère qu'il attire ne semble pas refléter l'importance de ce secteur.

Les IDE dans le secteur touristique 1 697,8 MTND ne représentent que 8,5 % du total des IDE, 4,6 % du total des emplois et 4,5 % du nombre d'entreprises à participation étrangère.

En 2015, l'Arabie Saoudite avec 374,0 MTND d'IDE, la Libye avec 370,2 MTND, la France avec 271,3 MTND et le Koweït avec 247,6 MTND sont les pays qui ont investi le plus dans le secteur du tourisme en Tunisie.

ANNEXE 1

FLUX DES IDE AU COURS DE 2015

Evolution par secteur des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015

IDE en MTND

année	2014			2015			Evolution		
Secteurs	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**
Agriculture	2	7,9	700	13	9,3	258	**550,0%**	**17,7%**	**-63,1%**
Total - Agriculture	**2**	**7,9**	**700**	**13**	**9,3**	**258**	**550,0%**	**17,7%**	**-63,1%**
Electrique et Electronique	49	105,3	2 556	51	227,5	2104	**4,1%**	**116,1%**	**-17,7%**
Mécanique, métallique et métallurgique	38	31,7	343	60	89,9	1104	**57,9%**	**183,5%**	**221,9%**
Agro-Alimentaire	37	59,8	210	47	76,8	630	**27,0%**	**28,5%**	**200,0%**
Textile et Habillement	90	36,5	3691	80	41,1	3528	**-11,1%**	**12,7%**	**-4,4%**
Matériaux de Construction	10	94,9	34	17	39,8	137	**70,0%**	**-58,1%**	**302,9%**
Industries diverses	29	47,7	464	35	30,4	830	**20,7%**	**-36,2%**	**78,9%**
Chimie et Caoutchouc	19	27,5	100	31	24,0	353	**63,2%**	**-12,8%**	**253,0%**
Industrie pharmaceutique	1	28,1	70	5	14,3	165	**400,0%**	**-49,1%**	**135,7%**
Plasturgie	12	6,0	156	20	13,5	291	**66,7%**	**127,1%**	**86,5%**
Cuir et Chaussures	10	16,8	1984	13	6,2	230	**30,0%**	**-62,9%**	**-88,4%**
Total - Industrie	**295**	**454,3**	**9 608**	**359**	**563,6**	**9 372**	**21,7%**	**24,1%**	**-2,5%**
Secteur Financier	4	225,5	0	3	155,6	25	**-25,0%**	**-31,0%**	**-**
Télécommunications	5	83,2	18	7	98,4	442	**40,0%**	**18,2%**	**2355,6%**
Tourisme et Immobilier	4	52,3	0	8	85,9	83	**100,0%**	**64,1%**	**-**
Santé	1	49,0	0	1	66,6	0	**0,0%**	**35,9%**	-
Services Informatiques	7	0,2	32	19	4,5	227	**171,4%**	**2269,4%**	**609,4%**
Act. prod. & ind. cult.	-	-	-	2	4,1	2	-	-	-
Autres services	-	-	-	10	3,1	86	-	-	-
Etudes et conseils	9	0,1	11	35	3,1	95	**288,9%**	**4317,2%**	**763,6%**
Formation professionnelle	-	-	-	1	0,2	6	-	-	-
Services recherche et dev.	-	-	-	2	0,1	9	**-**	**-**	-
Préservation environnement	-	-	-	1	0,1	10	-	-	-
Promotion Immobilière	-	-	-	1	0,1	2	**-**	**-**	-
Education et enseignement	1	42,2	0	-	-	-	-	-	-
Total - Services	**31**	**452,4**	**61**	**90**	**421,7**	**987**	**190,3%**	**-6,8%**	**1518,0%**
Total - IDE (hors énergie)	**328,0**	**914,6**	**10369,0**	**462,0**	**994,7**	**10617,0**	**40,9%**	**8,8%**	**2,4%**

Répartition sectorielle des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015

IDE en MTND

Objet	Création			Extension & Autres			Total		
Secteur	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**
Agriculture	7	4,7	71	6	4,6	187	13	9,3	258
Total - Agriculture	**7**	**4,7**	**71**	**6**	**4,6**	**187**	**13**	**9,3**	**258**
Electrique et Electronique	12	12,2	726	39	215,3	1378	51	227,5	2104
Mécanique, métallique et métallurgique	29	19,0	433	31	70,9	671	60	89,9	1104
Agro-Alimentaire	14	11,5	99	33	65,4	531	47	76,8	630
Textile et Habillement	44	10,3	2196	36	30,8	1332	80	41,1	3528
Matériaux de Construction	14	14,8	132	3	25,0	5	17	39,8	137
Industries diverses	18	4,5	429	17	25,9	401	35	30,4	830
Chimie et Caoutchouc	7	5,0	65	24	19,0	288	31	24,0	353
Industrie pharmaceutique	-	-	-	5	14,3	165	5	14,3	165
Plasturgie	9	4,6	175	11	8,9	116	20	13,5	291
Cuir et Chaussures	5	0,5	155	8	5,7	75	13	6,2	230
Total - Industrie	**152**	**82,5**	**4 410**	**207**	**481,2**	**4 962**	**359**	**563,6**	**9 372**
Secteur Financier	2	59,6	10	1	96,0	15	3	155,6	25
Télécommunications	3	0,1	72	4	98,2	370	7	98,4	442
Tourisme et Immobilier	1	3,6	23	7	82,3	60	8	85,9	83
Santé	-	-	-	1	66,6	0	1	66,6	0
Services Informatiques	19	4,5	227	-	-	-	19	4,5	227
Act. prod. & ind. cult.	-	-	-	2	4,1	2	2	4,1	2
Autres services	9	3,0	76	1	0,1	10	10	3,1	86
Etudes et conseils	33	1,1	89	2	1,9	6	35	3,1	95
Formation professionnelle	1	0,2	6	-	-	-	1	0,2	6
Services recherche et dev.	1	0,0	6	1	0,1	3	2	0,1	9
Préservation environnement	1	0,1	10	-	-	-	1	0,1	10
Promotion Immobilière	1	0,1	2	-	-	-	1	0,1	2
Total - Services	**71**	**72,4**	**521**	**19**	**349,4**	**466**	**90**	**421,7**	**987**
Total - IDE (hors énergie)	**230**	**159,5**	**5 002**	**232**	**835,2**	**5 615**	**462**	**994,7**	**10 617**
	50%	**16%**	**47%**	**50%**	**84%**	**53%**		**100%**	

Réparation régionale des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015

IDE en MTND

	Agriculture			Industrie			Services			Total			
gouvernorat	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**% IDE**
Sousse	-	-	-	44	57,0	1342	3	26,1	23	**47**	**83,1**	**1365**	**8,4%**
Mahdia	-	-	-	16	23,3	381	1	0,0	6	**17**	**23,3**	**387**	**2,3%**
Monastir	-	-	-	30	19,0	1087	3	0,2	14	**33**	**19,2**	**1101**	**1,9%**
Sfax	1	0,4	4	11	2,0	69	1	0,0	0	**13**	**2,3**	**73**	**0,2%**
Total - Centre Est	**1**	**0,4**	**4**	**101**	**101,2**	**2 879**	**8**	**26,3**	**43**	**110**	**127,9**	**2 926**	**12,9%**
Kairouan	-	-	-	6	2,8	52	-	-	-	**6**	**2,8**	**52**	**0,3%**
Sidi Bouzid	-	-	-	2	1,7	5	-	-	-	**2**	**1,7**	**5**	**0,2%**
Total - Centre Ouest	**-**	**-**	**-**	**8**	**4,6**	**57**	**-**	**-**	**-**	**8**	**4,6**	**57**	**0,5%**
Tunis	-	-	-	29	58,1	318	65	303,4	770	**94**	**361,5**	**1088**	**36,3%**
Ben Arous	-	-	-	53	82,6	827	1	3,0	60	**54**	**85,6**	**887**	**8,6%**
Ariana	-	-	-	17	70,1	236	9	11,9	67	**26**	**81,9**	**303**	**8,2%**
Manouba	2	1,6	20	6	4,1	134	-	-	-	**8**	**5,7**	**154**	**0,6%**
Total - Grand Tunis	**2**	**1,6**	**20**	**105**	**214,8**	**1 515**	**75**	**318,2**	**897**	**182**	**534,6**	**2 432**	**53,7%**
Zaghouan	-	-	-	29	93,2	603	-	-	-	**29**	**93,2**	**603**	**9,4%**
Nabeul	1	1,5	53	57	63,3	2821	4	11,1	37	**62**	**75,8**	**2911**	**7,6%**
Bizerte	2	3,3	157	28	35,7	175	-	-	-	**30**	**38,9**	**332**	**3,9%**
Total - Nord Est	**3**	**4,7**	**210**	**114**	**192,2**	**3 599**	**4**	**11,1**	**37**	**121**	**208,0**	**3 846**	**20,9%**
Jendouba	-	-	-	6	15,8	745	1	20,0	0	**7**	**35,8**	**745**	**3,6%**
Beja	-	-	-	10	15,6	304	-	-	-	**10**	**15,6**	**304**	**1,6%**
Siliana	-	-	-	4	4,5	158	-	-	-	**4**	**4,5**	**158**	**0,4%**
Kef	1	0,2	10	1	0,2	11	-	-	-	**2**	**0,4**	**21**	**0,0%**
Total - Nord-Ouest	**1**	**0,2**	**10**	**21**	**36,1**	**1 218**	**1**	**20,0**	**0**	**23**	**56,2**	**1 228**	**5,7%**
Médenine	4	0,2	4	1	0,1	3	2	46,1	10	**7**	**46,4**	**17**	**4,7%**
Gabes	2	2,2	10	7	13,9	101	-	-	-	**9**	**16,1**	**111**	**1,6%**
Tataouine	-	-	-	1	0,8	0	-	-	-	**1**	**0,8**	**0**	**0,1%**
Total - Sud Est	**6**	**2,4**	**14**	**9**	**14,8**	**104**	**2**	**46,1**	**10**	**17**	**63,3**	**128**	**6,4%**
Gafsa	-	-	-	1	0,0	0	-	-	-	**1**	**0,0**	**0**	**0,0%**
Total - Sud-Ouest	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,0**	**0**	**-**	**-**	**-**	**1**	**0,0**	**0**	**0,0%**
Total (hors énergie)	**13**	**9,3**	**258,0**	**359**	**563,6**	**9372,0**	**90**	**421,7**	**987,0**	**462**	**994,7**	**10617,0**	**100,0%**

Répartition sectorielle des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015

IDE en MTND

Objet	Création			Extension & Autres			Total			
Pays	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**% IDE**
France	75	30,1	1 523	95	248,6	2366	170	278,7	3889	**28,02%**
Émirats arabes unis	1	0,0	1	8	138,7	250	9	138,7	251	**13,95%**
Qatar	1	3,0	30	4	86,7	15	5	89,7	45	**9,01%**
Italie	72	22,1	1652	37	54,0	758	109	76,1	2410	**7,65%**
Allemagne	13	6,8	1 107	19	65,0	403	32	71,7	1510	**7,21%**
Malte	-	-	-	4	70,9	69	4	70,9	69	**7,13%**
Arabie saoudite	2	45,4	10	8	7,5	230	10	52,9	240	**5,32%**
Espagne	3	0,2	1	14	44,0	202	17	44,2	203	**4,44%**
Pays-Bas	4	4,1	91	10	23,6	298	14	27,7	389	**2,78%**
Libye	12	14,4	57	2	4,3	160	14	18,7	217	**1,88%**
Royaume-Uni	7	1,0	61	8	12,8	15	15	13,8	76	**1,39%**
États-Unis	3	0,4	23	10	12,8	72	13	13,3	95	**1,33%**
Japon	-	-	-	2	13,2	700	2	13,2	700	**1,33%**
Suisse	2	0,3	13	8	12,2	67	10	12,5	80	**1,26%**
Singapour	1	2,2	0	1	6,2	10	2	8,4	10	**0,85%**
Jordanie	1	0,2	0	5	7,9	285	6	8,1	285	**0,81%**
Autriche	1	0,1	12	3	7,3	105	4	7,4	117	**0,74%**
Luxembourg	2	0,0	38	4	7,2	25	6	7,2	63	**0,72%**
Maroc	2	4,5	0	2	1,0	5	4	5,4	5	**0,55%**
Russie	2	4,8	11	1	0,0	160	3	4,8	171	**0,48%**
Algérie	4	4,3	141	-	-	-	4	4,3	141	**0,43%**
Mauritanie	1	3,7	0	-	-	-	1	3,7	0	**0,37%**
Bahreïn	1	3,6	23	-	-	-	1	3,6	23	**0,36%**
Suède	-	-	-	1	3,4	0	1	3,4	0	**0,34%**
Panama	1	2,5	107	-	-	-	1	2,5	107	**0,25%**
Bahamas	-	-	-	1	1,9	0	1	1,9	0	**0,19%**
Canada	3	0,5	1	2	1,3	0	5	1,9	1	**0,19%**
Corée du Sud	-	-	-	2	1,8	0	2	1,8	0	**0,18%**
Gibraltar	1	1,8	13	-	-	-	1	1,8	13	**0,18%**
Chine	1	0,3	0	2	1,1	0	3	1,4	0	**0,14%**
Koweït	-	-	-	3	1,2	8	3	1,2	8	**0,12%**
Belgique	6	0,6	97	5	0,5	186	11	1,0	283	**0,11%**
Portugal	2	1,0	15	-	-	-	2	1,0	15	**0,10%**
Turquie	6	0,5	76	-	-	-	6	0,5	76	**0,05%**
Syrie	3	0,2	50	-	-	-	3	0,2	50	**0,02%**
Irlande	1	0,2	13	-	-	-	1	0,2	13	**0,02%**
Côte d'Ivoire	1	0,2	0	-	-	-	1	0,2	0	**0,02%**
Palestine	1	0,2	5	-	-	-	1	0,2	5	**0,02%**
Îles Maurice	-	-	-	2	0,2	10	2	0,2	10	**0,02%**
Irak	1	0,0	1	1	0,1	0	2	0,1	1	**0,01%**
Liban	2	0,1	4	-	-	-	2	0,1	4	**0,01%**
Seychelles	3	0,1	5	-	-	-	3	0,1	5	**0,01%**
Inde	1	0,1	0	-	-	-	1	0,1	0	**0,01%**
Pakistan	1	0,1	0	-	-	-	1	0,1	0	**0,01%**
Bangladesh	1	0,0	10	-	-	-	1	0,0	10	**0,00%**
Chypre	1	0,0	2	2	0,0	10	3	0,0	12	**0,00%**
Égypte	1	0,0	6	-	-	-	1	0,0	6	**0,00%**
Kenya	1	0,0	0	-	-	-	1	0,0	0	**0,00%**
Roumanie	1	0,0	2	-	-	-	1	0,0	2	**0,00%**
Cameroun	1	0,0	0	-	-	-	1	0,0	0	**0,00%**
Serbie	1	0,0	1	-	-	-	1	0,0	1	**0,00%**
Vierges britanniques (Îles)	1	0,0	4	-	-	-	1	0,0	4	**0,00%**
Total	**230**	**159,5**	**5 002**	**232**	**835,2**	**5 615**	**462**	**994,7**	**10 617**	**100%**

Evolution par pays des IDE (hors énergie) au cours de l'année 2015

IDE en MTND

année	2014			2015			Evolution		
Pays	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**	**Projets**	**IDE**	**Emplois**
Algérie	7	4,4	39	4	4,3	141	**-42,9%**	**-1,3%**	**261,5%**
Allemagne	27	54,0	1793	32	71,7	1510	**18,5%**	**32,9%**	**-15,8%**
Arabie saoudite	8	37,4	20	10	52,9	240	**25,0%**	**41,3%**	**1100,0%**
Autriche	6	2,2	216	4	7,4	117	**-33,3%**	**237,9%**	**-45,8%**
Bahamas	1	2,8	0	1	1,9	0	**0,0%**	**-34,5%**	**-**
Bahreïn	-	-	-	1	3,6	23	**-**	**-**	**-**
Bangladesh	-	-	-	1	0,0	10	**-**	**-**	**-**
Belgique	14	3,6	376	11	1,0	283	**-21,4%**	**-70,7%**	**-24,7%**
Cameroun	-	-	-	1	0,0	0	**-**	**-**	**-**
Canada	-	-	-	5	1,9	1	**-**	**-**	**-**
Chine	3	2,5	7	3	1,4	0	**0,0%**	**-45,6%**	**-100,0%**
Chypre	4	0,3	44	3	0,0	12	**-25,0%**	**-89,4%**	**-72,7%**
Corée du Sud	2	1,3	0	2	1,8	0	**0,0%**	**40,1%**	**-**
Côte d'Ivoire	1	0,1	0	1	0,2	0	**0,0%**	**300,0%**	**-**
Danemark	1	0,1	54	-	-	-	**-**	**-**	**-**
Égypte	-	-	-	1	0,0	6	**-**	**-**	**-**
Émirats arabes unis	8	30,1	40	9	138,7	251	**12,5%**	**360,5%**	**527,5%**
Espagne	9	17,0	741	17	44,2	203	**88,9%**	**160,2%**	**-72,6%**
États-Unis	14	13,7	337	13	13,3	95	**-7,1%**	**-3,3%**	**-71,8%**
France	118	222,2	1816	170	278,7	3889	**44,1%**	**25,4%**	**114,2%**
Gibraltar	1	0,1	0	1	1,8	13	**0,0%**	**1900,0%**	**-**
Îles Cayman	1	0,0	10	-	-	-	**-**	**-**	**-**
Îles Maurice	-	-	-	2	0,2	10	**-**	**-**	**-**
Inde	-	-	-	1	0,1	0	**-**	**-**	**-**
Irak	1	0,1	0	2	0,1	1	**100,0%**	**56,5%**	**-**
Irlande	-	-	-	1	0,2	13	**-**	**-**	**-**
Italie	72	74,8	3 256	109	76,1	2410	**51,4%**	**1,7%**	**-26,0%**
Japon	2	8,5	1220	2	13,2	700	**0,0%**	**54,9%**	**-42,6%**
Jordanie	3	2,9	0	6	8,1	285	**100,0%**	**179,4%**	**-**
Kenya	1	0,0	0	1	0,0	0	**0,0%**	**-18,2%**	**-**
Koweit	3	0,7	0	3	1,2	8	**0,0%**	**61,0%**	**-**
Liban	1	0,0	14	2	0,1	4	**100,0%**	**165,5%**	**-71,4%**
Libye	9	44,2	20	14	18,7	217	**55,6%**	**-57,7%**	**985,0%**
Luxembourg	6	11,9	3	6	7,2	63	**0,0%**	**-39,7%**	**2000,0%**
Malte	1	49,0	0	4	70,9	69	**300,0%**	**44,7%**	**-**
Maroc	8	2,7	101	4	5,4	5	**-50,0%**	**103,4%**	**-95,0%**
Mauritanie	1	2,4	0	1	3,7	0	**0,0%**	**50,8%**	**-**
Monaco	2	0,4	2	-	-	-	**-**	**-**	**-**
Pakistan	-	-	-	1	0,1	0	**-**	**-**	**-**
Palestine	1	0,0	20	1	0,2	5	**0,0%**	**1900,0%**	**-75,0%**
Panama	-	-	-	1	2,5	107	**-**	**-**	**-**
Pays-Bas	9	2,6	144	14	27,7	389	**55,6%**	**944,7%**	**170,1%**
Portugal	6	86,3	71	2	1,0	15	**-66,7%**	**-98,8%**	**-78,9%**
Qatar	4	176,1	7	5	89,7	45	**25,0%**	**-49,1%**	**542,9%**
Roumanie	3	0,3	44	1	0,0	2	**-66,7%**	**-97,6%**	**-95,5%**
Royaume-Uni	7	44,7	291	15	13,8	76	**114,3%**	**-69,1%**	**-73,9%**
Russie	2	1,8	0	3	4,8	171	**50,0%**	**167,2%**	**-**
Serbie	-	-	-	1	0,0	1	**-**	**-**	**-**
Seychelles	3	0,0	3	3	0,1	5	**0,0%**	**1127,9%**	**66,7%**
Singapour	3	3,9	6	2	8,4	10	**-33,3%**	**117,5%**	**66,7%**
Suède	1	6,2	2	1	3,4	0	**0,0%**	**-44,9%**	**-100,0%**
Suisse	9	2,6	45	10	12,5	80	**11,1%**	**387,2%**	**77,8%**
Syrie	2	0,0	11	3	0,2	50	**50,0%**	**508,7%**	**354,5%**
Turquie	2	0,6	21	6	0,5	76	**200,0%**	**-22,2%**	**261,9%**
Vierges britanniques (Îles)	1	0,0	26	1	0,0	4	**0,0%**	**-99,6%**	**-84,6%**
Total	**328,0**	**914,6**	**10369,0**	**462,0**	**994,7**	**10617,0**	**40,9%**	**8,8%**	**2,4%**

Evolution par pays des IDE au cours de l'année 2015 (Y compris l'énergie)

IDE en MTND

année	2014			2015			Evolution		
Pays	Projets	IDE	Emplois	Projets	IDE	Emplois	Projets	IDE	Emplois
Royaume-Uni	14	325,3	291	19	382,0	76	**35,7%**	**17,5%**	**-73,9%**
Autriche	8	138,0	216	6	374,8	117	**-25,0%**	**171,5%**	**-45,8%**
France	120	279,8	1816	172	304,3	3889	**43,3%**	**8,8%**	**114,2%**
Émirats arabes unis	10	33,4	40	11	138,9	251	**10,0%**	**315,8%**	**527,5%**
Qatar	4	176,1	7	5	89,7	45	**25,0%**	**-49,1%**	**542,9%**
Italie	76	94,0	3 256	112	88,3	2410	**47,4%**	**-6,1%**	**-26,0%**
Suède	5	53,8	2	5	80,8	0	**0,0%**	**50,4%**	**-100,0%**
Allemagne	27	54,0	1 793	32	71,7	1510	**18,5%**	**32,9%**	**-15,8%**
Malte	1	49,0	0	4	70,9	69	**300,0%**	**44,7%**	**-**
Arabie saoudite	8	37,4	20	10	52,9	240	**25,0%**	**41,3%**	**1100,0%**
Canada	8	64,9	0	10	45,5	1	**25,0%**	**-29,8%**	**-**
Espagne	9	17,0	741	17	44,2	203	**88,9%**	**160,2%**	**-72,6%**
Pays-Bas	10	3,2	144	14	27,7	389	**40,0%**	**775,9%**	**170,1%**
Ukraine	1	1,9	0	1	23,0	0	**0,0%**	**1096,2%**	**-**
Libye	9	44,2	20	14	18,7	217	**55,6%**	**-57,7%**	**985,0%**
Algérie	8	7,3	39	5	16,8	141	**-37,5%**	**129,3%**	**261,5%**
États-Unis	19	32,2	337	17	16,1	95	**-10,5%**	**-49,9%**	**-71,8%**
Danemark	2	92,6	54	1	13,4	0	**-50,0%**	**-85,6%**	**-100,0%**
Japon	2	8,5	1220	2	13,2	700	**0,0%**	**54,9%**	**-42,6%**
Suisse	9	2,6	45	10	12,5	80	**11,1%**	**387,2%**	**77,8%**
Singapour	3	3,9	6	2	8,4	10	**-33,3%**	**117,5%**	**66,7%**
Jordanie	3	2,9	0	6	8,1	285	**100,0%**	**179,4%**	**-**
Luxembourg	6	11,9	3	6	7,2	63	**0,0%**	**-39,7%**	**2000,0%**
Australie	5	19,8	0	5	6,1	0	**0,0%**	**-69,3%**	**-**
Indonésie	2	54,7	0	2	5,9	0	**0,0%**	**-89,1%**	**-**
Maroc	8	2,7	101	4	5,4	5	**-50,0%**	**103,4%**	**-95,0%**
Irlande	1	90,5	0	2	4,9	13	**100,0%**	**-94,6%**	**-**
Russie	2	1,8	0	3	4,8	171	**50,0%**	**167,2%**	**-**
Chine	4	3,1	7	4	4,6	0	**0,0%**	**46,9%**	**-100,0%**
Koweit	4	1,3	0	4	4,4	8	**0,0%**	**229,4%**	**-**
Mauritanie	1	2,4	0	1	3,7	0	**0,0%**	**50,8%**	**-**
Bahrain	0	0,0	0	1	3,6	23	**-**	**-**	**-**
Panama	0	0,0	0	1	2,5	107	**-**	**-**	**-**
Bahamas	1	2,8	0	1	1,9	0	**0,0%**	**-34,5%**	**-**
Corée du Sud	2	1,3	0	2	1,8	0	**0,0%**	**40,1%**	**-**
Gibraltar	1	0,1	0	1	1,8	13	**0,0%**	**1900,0%**	**-**
Belgique	14	3,6	376	11	1,0	283	**-21,4%**	**-70,7%**	**-24,7%**
Portugal	6	86,3	71	2	1,0	15	**-66,7%**	**-98,8%**	**-78,9%**
Chypre	5	0,6	44	4	0,8	12	**-20,0%**	**37,2%**	**-72,7%**
Turquie	2	0,6	21	6	0,5	76	**200,0%**	**-22,2%**	**261,9%**
Syrie	2	0,0	11	3	0,2	50	**50,0%**	**508,7%**	**354,5%**
Côte d'Ivoire	1	0,1	0	1	0,2	0	**0,0%**	**300,0%**	**-**
Palestine	1	0,0	20	1	0,2	5	**0,0%**	**1900,0%**	**-75,0%**
Îles Maurice	-	-	-	2	0,2	10	**-**	**-**	**-**
Irak	1	0,1	0	2	0,1	1	**100,0%**	**56,5%**	**-**
Liban	1	0,0	14	2	0,1	4	**100,0%**	**165,5%**	**-71,4%**
Seychelles	3	0,0	3	3	0,1	5	**0,0%**	**1127,9%**	**66,7%**
Inde	0	0,0	0	1	0,1	0	**-**	**-**	**-**
Pakistan	0	0,0	0	1	0,1	0	**-**	**-**	**-**
Bangladesh	0	0,0	0	1	0,0	10	**-**	**-**	**-**
Égypte	0	0,0	0	1	0,0	6	**-**	**-**	**-**
Kenya	1	0,0	0	1	0,0	0	**0,0%**	**-18,2%**	**-**
Roumanie	3	0,3	44	1	0,0	2	**-66,7%**	**-97,6%**	**-95,5%**
Serbie	0	0,0	0	1	0,0	1	**-**	**-**	**-**
Cameroun	0	0,0	0	1	0,0	0	**-**	**-**	**-**
Vierges britanniques (Îles)	1	0,0	26	1	0,0	4	**0,0%**	**-99,6%**	**-84,6%**
Îles Cayman	1	0,0	10	0	0,0	0	**-100,0%**	**-100,0%**	**-100,0%**
Monaco	2	0,4	2	0	0,0	0	**-100,0%**	**-100,0%**	**-100,0%**
Total	**377**	**1806,4**	**10369,0**	**502**	**1964,9**	**10617,0**	**33,2%**	**8,8%**	**2,4%**

Flux des IDE par pays au cours de 2015

Unité IDE : MTND

	Hors Energie			Energie			Total		
Pays	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
France	170	278,69	3889	2	25,56	0	172	304,25	3889
Émirats arabes unis	9	138,73	251	2	0,18	0	11	138,91	251
Qatar	5	89,66	45	0	0,00	0	5	89,66	45
Italie	109	76,06	2410	3	12,29	0	112	88,35	2410
Allemagne	32	71,74	1510	0	0,00	0	32	71,74	1510
Malte	4	70,88	69	0	0,00	0	4	70,88	69
Arabie saoudite	10	52,87	240	0	0,00	0	10	52,87	240
Espagne	17	44,19	203	0	0,00	0	17	44,19	203
Pays-Bas	14	27,65	389	0	0,00	0	14	27,65	389
Libye	14	18,71	217	0	0,00	0	14	18,71	217
Royaume-Uni	15	13,82	76	4	368,20	0	19	382,03	76
États-Unis	13	13,26	95	4	2,87	0	17	16,14	95
Japon	2	13,21	700	0	0,00	0	2	13,21	700
Suisse	10	12,54	80	0	0,00	0	10	12,54	80
Singapour	2	8,43	10	0	0,00	0	2	8,43	10
Jordanie	6	8,07	285	0	0,00	0	6	8,07	285
Autriche	4	7,37	117	2	367,41	0	6	374,78	117
Luxembourg	6	7,16	63	0	0,00	0	6	7,16	63
Maroc	4	5,42	5	0	0,00	0	4	5,42	5
Russie	3	4,81	171	0	0,00	0	3	4,81	171
Algérie	4	4,30	141	1	12,46	0	5	16,77	141
Mauritanie	1	3,65	0	0	0,00	0	1	3,65	0
Bahreïn	1	3,60	23	0	0,00	0	1	3,60	23
Suède	1	3,43	0	4	77,40	0	5	80,83	0
Panama	1	2,50	107	0	0,00	0	1	2,50	107
Bahamas	1	1,86	0	0	0,00	0	1	1,86	0
Canada	5	1,85	1	5	43,67	0	10	45,52	1
Corée du Sud	2	1,82	0	0	0,00	0	2	1,82	0
Gibraltar	1	1,75	13	0	0,00	0	1	1,75	13
Chine	3	1,36	0	1	3,20	0	4	4,56	0
Koweït	3	1,17	8	1	3,20	0	4	4,37	8
Belgique	11	1,05	283	0	0,00	0	11	1,05	283
Portugal	2	1,02	15	0	0,00	0	2	1,02	15
Turquie	6	0,48	76	0	0,00	0	6	0,48	76
Syrie	3	0,21	50	0	0,00	0	3	0,21	50
Irlande	1	0,21	13	1	4,64	0	2	4,85	13
Côte d'Ivoire	1	0,20	0	0	0,00	0	1	0,20	0
Palestine	1	0,20	5	0	0,00	0	1	0,20	5
Îles Maurice	2	0,15	10	0	0,00	0	2	0,15	10
Irak	2	0,10	1	0	0,00	0	2	0,10	1
Liban	2	0,09	4	0	0,00	0	2	0,09	4
Seychelles	3	0,09	5	0	0,00	0	3	0,09	5
Inde	1	0,08	0	0	0,00	0	1	0,08	0
Pakistan	1	0,08	0	0	0,00	0	1	0,08	0
Bangladesh	1	0,04	10	0	0,00	0	1	0,04	10
Chypre	3	0,04	12	1	0,78	0	4	0,81	12
Égypte	1	0,04	6	0	0,00	0	1	0,04	6
Kenya	1	0,02	0	0	0,00	0	1	0,02	0
Roumanie	1	0,01	2	0	0,00	0	1	0,01	2
Serbie	1	0,00	1	0	0,00	0	1	0,00	1
Cameroun	1	0,00	0	0	0,00	0	1	0,00	0
Vierges britanniques (Îles)	1	0,00	4	0	0,00	0	1	0,00	4

Australie	0	0,00	0	5	6,07	0	5	6,07	0
Danemark	0	0,00	0	1	13,35	0	1	13,35	0
Indonésie	0	0,00	0	2	5,94	0	2	5,94	0
Ukraine	0	0,00	0	1	23,02	0	1	23,02	0
Total	**462**	**994,67**	**10 617**	**40**	**970,25**	**0**	**502**	**1964,93**	**10 617**

ANNEXE 2

STOCK DES IDE A LA FIN DE 2015

La répartition du stock des IDE par secteur

Industries-Services-Agriculture et Tourisme (hors Énergie)

Situation au 31-12-2015

IDE hors énergie - en MTND constant - 2010

Secteur	Nombre	Invest.	IDE ↓	% IDE / Total	% IDE / Invest.	Emploi
Total IDE *(hors énergie)*	**3353**	**34 014,246**	**20 054,005**	**100,000%**		**354 396**
Matériaux de construction	**87**	**4 347,079**	**3 618,709**	18,045%	80,877%	8 412
Electrique et Electronique	**275**	**1 810,362**	**1 438,921**	7,175%	81,254%	79 012
Textile et habillement	**1142**	**1 608,824**	**1 341,883**	6,691%	85,363%	125 274
Mécanique, métallique et métallurgique	**353**	**1 506,320**	**1 134,262**	5,656%	79,114%	22 271
Chimie et caoutchouc	**79**	**1 575,392**	**799,623**	3,987%	49,795%	5 996
Agro-alimentaire	**178**	**1 224,070**	**639,570**	3,189%	52,263%	14 741
Industrie Pharmaceutique	**40**	**795,309**	**507,149**	2,529%	64,245%	6 491
Plasturgie	**136**	**542,705**	**459,691**	2,292%	85,401%	11 094
Industries diverses	**176**	**414,787**	**275,159**	1,372%	67,408%	8 094
Cuir et chaussures	**144**	**271,294**	**266,135**	1,327%	98,437%	19 545
Industrie	**2610**	**14 096,144**	**10 481,103**	52,264%	74,546%	300 930
Télécommunications	**7**	**16 219,579**	**7 122,388**	35,516%	44,139%	10 271
Transport	**5**	**361,996**	**361,737**	1,804%	99,948%	576
Formation professionnelle	**6**	**98,313**	**58,177**	0,290%	67,538%	222
Centres d'appel	**53**	**46,011**	**43,473**	0,217%	94,291%	14 363
Services informatiques	**157**	**49,611**	**43,081**	0,215%	88,671%	5 418
Autres services	**52**	**39,662**	**26,545**	0,132%	73,138%	693
Etudes et conseils	**205**	**24,983**	**21,850**	0,109%	87,883%	2 180
Travaux publics	**3**	**14,703**	**5,930**	0,030%	40,250%	130
Technologies de l'environnement	**19**	**5,657**	**3,465**	0,017%	62,859%	363
Animation jeunesse et enfance	**2**	**2,905**	**1,452**	0,007%	50,000%	13
Promotion immobilière	**1**	**0,150**	**0,074**	0,000%	49,000%	2
Act. prod. & ind. cult.	**1**	**0,104**	**0,051**	0,000%	49,000%	30
Service	**511**	**16 863,673**	**7 688,223**	38,338%	45,907%	34 261
Agricole	**50**	**255,663**	**138,539**	0,691%	55,684%	1 958
Pêche	**17**	**44,130**	**24,447**	0,122%	56,017%	347
Aquaculture	**4**	**47,060**	**14,933**	0,074%	34,248%	217
Services agricoles	**10**	**39,367**	**8,975**	0,045%	22,398%	320
Agriculture	**81**	**386,219**	**186,894**	0,932%	51,432%	2 842
Hébergement	**97**	**2 489,850**	**1 556,324**	7,761%	63,706%	15 360
Animation	**36**	**164,163**	**132,150**	0,659%	82,487%	921
Divers tourismes	**18**	**14,197**	**9,311**	0,046%	63,724%	82
Tourisme	**151**	**2 668,210**	**1 697,785**	8,466%	64,790%	16 363

Source : A.P.I.I. - APIA - ONTT - DOUANE - BCT / les données statistiques sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement de l'enquête réalisée par les structures concernées.

Répartition sectorielle du stock des entreprises à participation étrangère à la fin de 2015 (hors énergie et secteur financier)

(Unité = MTND)

	MARCHE LOCAL			TOTALEMENT EXPORT			TOTAL		
Secteur	**Nombre**	**IDE**	**Emplois**	**Nombre**	**IDE**	**Emplois**	**Nombre**	**IDE**	**Emplois**
Textile et habillement	1077	1273,8	119 643	65	68,0	5631	1142	1341,9	125 274
Electrique et Electronique	236	1160,0	66860	39	279,0	12152	275	1438,9	79012
Mécanique, métallique et métallurgique	258	890,3	16 104	95	244,0	6167	353	1134,3	22 271
Cuir et chaussures	141	265,8	19493	3	0,4	52	144	266,1	19545
Agro-alimentaire	95	180,7	6 414	83	458,8	8327	178	639,6	14 741
Plasturgie	106	411,3	9687	30	48,4	1407	136	459,7	11094
Matériaux de construction	32	420,6	1 111	55	3198,1	7301	87	3618,7	8 412
Industries diverses	115	81,5	4913	61	193,6	3181	176	275,2	8094
Industrie Pharmaceutique	16	154,4	2 425	24	352,8	4066	40	507,1	6 491
Chimie et caoutchouc	36	304,4	2309	43	495,2	3687	79	799,6	5996
Industrie	**2112**	**5142,9**	**248 959**	**498**	**5338,2**	**51 971**	**2610**	**10481,1**	**300 930**
Centres d'appel	46	42,2	13 961	7	1,3	402	53	43,5	14 363
Télécommunications	0	0,0	0	7	7122,4	10271	7	7122,4	10271
Services informatiques	114	33,8	4 142	43	9,3	1276	157	43,1	5 418
Etudes et conseils	151	15,5	1377	54	6,3	803	205	21,9	2180
Autres services	34	24,5	566	18	2,1	127	52	26,5	693
Transport	2	0,6	23	3	361,1	553	5	361,7	576
Technologies de l'environnement	7	0,7	90	12	2,8	273	19	3,5	363
Formation professionnelle	1	2,7	45	5	55,5	177	6	58,2	222
Travaux publics	1	0,1	10	2	5,8	120	3	5,9	130
Act. prod. & ind. cult.	0	0,0	0	1	0,1	30	1	0,1	30
Animation jeunesse et enfance	0	0,0	0	2	1,5	13	2	1,5	13
Promotion immobilière	0	0,0	0	1	0,1	2	1	0,1	2
Service	**356**	**120,1**	**20 214**	**155**	**7568,1**	**14 047**	**511**	**7688,2**	**34 261**
Agricole	9	61,9	1 099	41	76,6	859	50	138,5	1 958
Pêche	5	9,0	112	12	15,4	235	17	24,4	347
Services agricoles	0	0,0	0	10	9,0	320	10	9,0	320
Aquaculture	3	13,0	176	1	2,0	41	4	14,9	217
Agriculture	**17**	**83,9**	**1 387**	**64**	**103,0**	**1 455**	**81**	**186,9**	**2 842**
Hébergement	0	0,0	0	97	1556,3	15360	97	1556,3	15 360
Animation	0	0,0	0	36	132,2	921	36	132,2	921
Divers tourismes	0	0,0	0	18	9,3	82	18	9,3	82
Tourisme	**0**	**0,0**	**0**	**151**	**1697,8**	**16 363**	**151**	**1697,8**	**16 363**
Total	**2485**	**5346,9**	**270 560**	**868**	**14707,1**	**83 836**	**3353**	**20054,0**	**354 396**

La répartition du stock des IDE par gouvernorat

Industries-Services-Agriculture et Tourisme (hors Énergie)

Situation au 31-12-2015

IDE hors énergie - en MTND constant - 2010

Gouvernorat	Nombre	Invest.	IDE ↓	% IDE / Total	% IDE / Invest.	Emploi
Total IDE *(hors énergie)*	**3353**	**34 014,246**	**20 054,005**	**100,000%**		**354 396**
Tunis	**449**	**15 524,276**	**6 260,047**	31,216%	40,324%	38 943
Ariana	**222**	**2 854,724**	**2 531,106**	12,621%	89,072%	16 778
Ben Arous	**346**	**3 084,313**	**2 289,954**	11,419%	74,245%	42 595
Sousse	**462**	**2 262,872**	**1 792,564**	8,939%	80,649%	39 546
Zaghouan	**165**	**1 264,740**	**1 090,252**	5,437%	84,989%	22 398
Nabeul	**496**	**1 784,928**	**1 026,894**	5,121%	58,877%	51 428
Bizerte	**226**	**1 044,218**	**814,494**	4,062%	79,744%	36 606
Kairouan	**50**	**1 015,195**	**636,553**	3,174%	67,030%	6 275
Gabes	**22**	**891,149**	**834,851**	4,163%	93,979%	2 161
Monastir	**434**	**1 132,549**	**824,397**	4,111%	74,723%	43 710
Médenine	**49**	**758,496**	**480,475**	2,396%	65,017%	4 033
Sfax	**115**	**704,120**	**264,643**	1,320%	36,502%	9 630
Kasserine	**6**	**262,827**	**234,258**	1,168%	88,529%	784
Beja	**45**	**295,798**	**205,567**	1,025%	70,395%	8 835
Jendouba	**31**	**263,605**	**150,283**	0,749%	62,379%	4 268
Mahdia	**51**	**302,205**	**192,453**	0,960%	62,370%	6 267
Manouba	**104**	**218,706**	**166,002**	0,828%	75,902%	8 908
Sidi Bouzid	**10**	**78,446**	**74,483**	0,371%	95,907%	1 533
Siliana	**21**	**73,722**	**63,102**	0,315%	89,042%	4 971
Gafsa	**12**	**76,920**	**56,013**	0,279%	84,772%	1 860
Tozeur	**19**	**69,328**	**35,282**	0,176%	53,566%	1 400
Kebili	**8**	**34,873**	**21,117**	0,105%	63,101%	330
Kef	**8**	**10,898**	**7,441**	0,037%	71,764%	1 116
Tataouine	**2**	**5,340**	**1,773**	0,009%	33,213%	21

Source :A.P.I.I. - APIA - ONTT - DOUANE - BCT / les données statistiques sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement de l'enquête réalisée par les structures concernées.

La répartition du stock des IDE par pays

Industries-Services-Agriculture et Tourisme (hors Énergie)

Situation au 31-12-2015
IDE hors énergie - en MTND constant - 2010

Pays	Nombre	Invest.	IDE ↓	% IDE / Total	% IDE / Invest.	Emploi
Total IDE *(hors énergie)*	**3353**		**20 054,005**	**100,000%**		
Émirats arabes unis	**24**	**14 374,254**	**4 802,337**	23,947%	33,075%	12 017
France	**1381**	**5 788,581**	**3 170,597**	15,810%	54,183%	132 338
Qatar	**5**	**2 508,985**	**2 262,211**	11,281%	90,234%	1 124
Italie	**853**	**2 675,770**	**1 626,153**	8,109%	63,354%	62 801
Espagne	**64**	**2 328,851**	**1 270,161**	6,334%	56,983%	6 554
Allemagne	**258**	**2 081,910**	**960,253**	4,788%	44,254%	60 696
Portugal	**46**	**802,158**	**771,508**	3,847%	95,199%	2 891
Pays-Bas	**82**	**880,608**	**579,483**	2,890%	63,362%	12 981
Libye	**72**	**737,927**	**531,033**	2,648%	70,952%	6 192
Brésil	**2**	**580,396**	**580,343**	2,894%	99,984%	288
Arabie saoudite	**42**	**1 798,177**	**581,089**	2,898%	31,160%	7 110
Koweït	**19**	**1 384,788**	**436,356**	2,176%	28,041%	4 364
Turquie	**22**	**377,699**	**369,225**	1,841%	98,418%	1 122
Suisse	**91**	**589,562**	**278,197**	1,387%	50,770%	12 748
Royaume-Uni	**88**	**526,426**	**264,910**	1,321%	51,462%	12 787
États-Unis	**69**	**611,574**	**294,529**	1,469%	51,543%	12 498
Belgique	**208**	**359,319**	**215,902**	1,077%	62,417%	17 626
Inde	**4**	**448,743**	**142,138**	0,709%	31,265%	733
Luxembourg	**50**	**324,563**	**160,295**	0,799%	54,456%	8 322
Jordanie	**14**	**272,863**	**135,666**	0,677%	50,579%	1 424
Japon	**10**	**254,666**	**110,023**	0,549%	56,131%	5 299
Autriche	**15**	**124,048**	**79,807**	0,398%	66,969%	4 778
Bahamas	**2**	**77,489**	**70,939**	0,354%	90,348%	1 598
Corée du Sud	**4**	**43,649**	**42,452**	0,212%	97,776%	1 276
Suède	**8**	**111,145**	**43,203**	0,215%	37,021%	1 382
Maroc	**32**	**63,614**	**41,584**	0,207%	65,100%	1 505
Algérie	**55**	**171,546**	**33,273**	0,166%	19,212%	2 951
Irak	**12**	**109,940**	**34,935**	0,174%	31,847%	1 081
Malte	**12**	**77,210**	**25,714**	0,128%	38,074%	1 269
Singapour	**2**	**31,090**	**26,447**	0,132%	85,118%	156
Panama	**12**	**36,316**	**16,957**	0,085%	51,803%	1 147
Chine	**9**	**23,173**	**11,688**	0,058%	52,355%	538
Liban	**19**	**75,802**	**11,989**	0,060%	16,486%	653
Russie	**7**	**143,217**	**10,187**	0,051%	6,776%	744
Canada	**20**	**103,244**	**7,894**	0,039%	7,506%	1 445
Monaco	**3**	**16,890**	**7,019**	0,035%	44,679%	395
Norvège	**4**	**15,830**	**7,042**	0,035%	43,616%	163
Pakistan	**2**	**3,661**	**3,661**	0,018%	100,000%	17
Égypte	**5**	**4,818**	**4,382**	0,022%	88,027%	260
Grèce	**7**	**21,159**	**4,260**	0,021%	19,739%	410
Irlande	**7**	**9,781**	**3,654**	0,018%	39,439%	221
Soudan	**1**	**15,750**	**3,938**	0,020%	25,000%	122
Gibraltar	**2**	**9,253**	**3,162**	0,016%	34,381%	133
Îles Maurice	**2**	**20,826**	**6,483**	0,032%	30,183%	276
Roumanie	**9**	**39,370**	**2,054**	0,010%	4,984%	600
Syrie	**16**	**2,955**	**1,999**	0,010%	68,696%	258
Chypre	**10**	**22,205**	**1,921**	0,010%	14,807%	655
Ukraine	**2**	**21,415**	**1,129**	0,006%	5,396%	223
Slovénie	**1**	**0,800**	**0,784**	0,004%	98,000%	105
Bermudes	**1**	**0,484**	**0,484**	0,002%	100,000%	45
Danemark	**3**	**3,112**	**0,507**	0,003%	16,080%	420
Rwanda	**1**	**2,604**	**0,495**	0,002%	19,000%	105
Bahreïn	**1**	**0,490**	**0,490**	0,002%	100,000%	5
Palestine	**2**	**0,300**	**0,210**	0,001%	70,000%	25
Rép. Tchèque	**1**	**1,002**	**0,331**	0,002%	33,000%	58

Australie	**1**	**0,148**	**0,148**	0,001%	100,000%	46
Seychelles	**4**	**0,100**	**0,090**	0,000%	90,050%	6
Bangladesh	**1**	**2,131**	**0,107**	0,001%	5,000%	26
Ancienne République yougoslave de Macédoine	**1**	**0,057**	**0,029**	0,000%	50,000%	13
Islande	**1**	**0,132**	**0,033**	0,000%	25,000%	90
Hongrie	**1**	**0,491**	**0,039**	0,000%	8,000%	18
Finlande	**1**	**0,026**	**0,026**	0,000%	100,000%	5
Thaïlande	**1**	**0,013**	**0,013**	0,000%	100,000%	2
Serbie	**1**	**0,010**	**0,010**	0,000%	100,000%	2
Cap Vert	**1**	**0,074**	**0,018**	0,000%	24,000%	29
Cameroun	**1**	**0,020**	**0,010**	0,000%	49,000%	1
Ethiopie	**1**	**0,030**	**0,005**	0,000%	17,000%	14

Source :A.P.I.I. - APIA - ONTT - DOUANE - BCT / les données statistiques sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement de l'enquête réalisée par les structures concernées.

NB: Il s'agit des entreprises dans lesquelles participent les ressortissants d'une nationalité déterminée. Les projets ainsi que le nombre d'emplois sont comptées autant de fois qu'il y a de nationalité.